

36-79
Brb 1067/067
LES ÉLÉMENTS

DU COMMUNISME

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

Karl MARX et Friedrich ENGELS

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

**suivi de la « Contribution à l'histoire
de la Ligue des communistes »**

par F. ENGELS

et d'un index historique

120^e mille



1938

BUREAU

**D'ÉDITIONS
PARIS**



1938

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

Karl MARX et Friedrich ENGELS

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

suivi de la « Contribution à l'histoire
de la Ligue des communistes »

par F. ENGELS

et d'un Index historique

120° mille



1938

BUREAU D'ÉDITIONS

31, BOULEVARD DE MAGENTA

PARIS

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

La collection *Les Eléments du communisme* a pour but de populariser les enseignements du communisme ou socialisme scientifique, tel qu'il a été formulé par ses fondateurs, Marx et Engels, dans leur immortel *Manifeste* publié en tête de cette collection.

Ouvrages de Karl Marx et Friedrich Engels

<i>Manifeste du Parti communiste, suivi de la Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes</i>	1 50
<i>Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt</i>	3 »
<i>Contre l'anarchisme</i>	2 »

Ouvrages de Karl Marx

<i>Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs</i>	1 »
<i>Les Luites de classes en France (1848-1850)</i>	4 50
<i>La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)</i>	4 »
<i>Salaires, Prix et Profits (extraits)</i>	2 »
<i>Travail salarié et Capital (extraits)</i>	1 »
<i>Misère de la Philosophie (texte intégral)</i>	6 »

Ouvrages de Friedrich Engels

<i>Socialisme utopique et Socialisme scientifique</i>	3 »
<i>Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande</i>	3 »
<i>Karl Marx</i>	1 »
<i>Pour comprendre le Capital</i>	4 »
<i>La Question du logement</i>	4 50

Ouvrages de V.-I. Lénine

<i>L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme</i>	5 »
<i>La Maladie infantile du communisme : le « communisme de gauche »</i>	3 50
<i>Friedrich Engels</i>	1 »
<i>L'Etat et la Révolution</i>	5 »
<i>Karl Marx et sa doctrine</i>	2 50
<i>La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky</i>	5 »

Ouvrages de J. Staline

<i>Des principes du léninisme</i>	3 50
<i>La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes</i>	2 »
<i>Questions du léninisme</i>	3 »
<i>V. I. Lénine</i>	2 50
<i>Le Marxisme et la question nationale</i>	3 »

NOTE DE L'ÉDITEUR

Le Manifeste du Parti communiste qu'à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Karl Marx, nous avons réédité à 50.000 exemplaires, après avoir été rapidement épuisé, a dû faire l'objet de plusieurs réimpressions, si bien que nous mettons aujourd'hui en circulation le 120^e mille de ces pages fondamentales.

Nous rappelons que c'est la traduction de Laura Lafargue, révisée d'après l'original allemand, qui a servi de base : elle date, croyons-nous, de 1886 et elle avait été revue par Engels.

La traduction des trois importantes préfaces, — qui n'est pas de Laura Lafargue, — a été, elle aussi, révisée.

Enfin l'étude capitale d'Engels : Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes, qui complète cette brochure, a été écrite en 1885 pour servir d'introduction aux Révélations sur le procès des communistes de Cologne, de Marx.

P.-S. — *Les notes non signées sont de nous.*

PREFACES

I

LA *Ligue des communistes*, société ouvrière internationale, qui, dans les circonstances d'alors, ne pouvait être évidemment que secrète, chargea les soussignés, délégués au congrès tenu à Londres en novembre 1847, de rédiger et de publier un programme détaillé, à la fois théorique et pratique, du Parti. Telle est l'origine de ce *Manifeste* dont le manuscrit, quelques semaines avant la révolution de Février, fut envoyé à Londres pour y être imprimé. Publié d'abord en allemand, il a eu dans cette langue au moins douze éditions différentes en Allemagne, en Angleterre et en Amérique. Traduit en anglais par miss Helen Macfarlane, il parut en 1850, à Londres, dans le *Red Republican*, et, en 1871, il eut, en Amérique, au moins trois traductions anglaises. Il parut en français à Paris, peu de temps avant l'insurrection de juin 1848, et, récemment, dans le *Socialiste* de New-York. On en prépare en ce moment une autre traduction. On en fit une édition en polonais à Londres peu de temps après la première édition allemande. Il a paru en russe, à Genève, quelques années après 1860. Il a été traduit en danois aussitôt après sa publication.

Bien que les circonstances aient beaucoup changé, dans les vingt cinq dernières années, les principes généraux exposés dans ce *Manifeste* conservent en gros, aujourd'hui encore, toute leur exactitude. Certaines parties en devraient être retouchées. Le *Manifeste* explique lui-même que l'application des principes dépendra partout et toujours des circonstances historiques existantes, et que, par suite, il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, en plus d'un point, rédigé tout autrement aujourd'hui. Etant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès correspondants qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris, qui remit pour la première fois au prolétariat, pendant deux mois, le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli en certains points. La Commune, notamment, a démontré qu'« il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins ». (Voir la *Guerre civile en France*, adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs¹, où cette idée est plus longuement

1. Cette adresse, rédigée par Karl Marx en 1871, a été traduite en français par Charles Longuet, sous le titre : *la Commune de Paris*. Voir : *la Guerre civile en France*, 1871 (*la Commune de Paris*), Bureau d'éditions, Paris, 1936.

développée.) En outre, il est évident que la critique de la littérature socialiste est maintenant incomplète, puisqu'elle s'arrête à 1847. Et, de même, si les remarques sur la position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition (chapitre IV) sont exactes encore aujourd'hui dans leurs principes, elles sont vieilles dans leur application, parce que la situation politique est complètement changée et que l'évolution historique a fait disparaître la plupart des partis qui y sont énumérés.

Cependant, le *Manifeste* est un document historique que nous n'avons plus le droit de modifier. Une édition postérieure sera peut-être précédée d'une introduction qui pourra combler la lacune entre 1847 et aujourd'hui ; la réimpression actuelle est trop soudaine pour nous donner le temps de l'écrire.

Londres, 24 juin 1872.

KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS.

II

IL me faut malheureusement signer seul la préface de cette édition. Marx, l'homme auquel toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique doit plus qu'à aucun autre, Marx repose maintenant dans le cimetière de Highgate, et sur sa tombe verdit déjà le premier gazon. Après sa mort, il ne peut plus être question de refaire ou de compléter le *Manifeste*. Je crois d'autant plus nécessaire d'établir expressément, une fois de plus, ce qui suit.

L'idée maîtresse qui traverse le *Manifeste*, — à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que, par suite (depuis la dissolution de la primitive propriété commune du sol), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime sans libérer en même temps, et pour toujours, la société tout entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes — cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx¹.

Je l'ai déjà souvent déclaré, mais il faut maintenant que cette déclaration figure en tête du *Manifeste*.

Londres, 28 juin 1883.

FR. ENGELS.

1. Cette idée, ai-je écrit dans la préface de l'édition anglaise, cette idée qui, selon moi, a marqué pour la science historique le même progrès que la théorie de Darwin pour les sciences naturelles — nous nous en étions tous deux approchés plusieurs années déjà avant 1845. Mon livre sur la *Situation des classes laborieuses en Angleterre* montre jusqu'où j'étais allé moi-même dans cette direction. Mais lorsque je retrouvai Marx à Bruxelles, au printemps de 1845, il l'avait complètement élaborée, et il me l'exposa à peu près aussi clairement que je l'ai fait ci-dessus. (Note de F. ENGELS).

III

DEPUIS qu'a été écrit ce qui précède, une nouvelle édition allemande du *Manifeste* est devenue nécessaire, et il importe de rappeler ici les événements qui s'y rapportent.

Une deuxième traduction russe — par Vera Zassoulitch — parut à Genève en 1882; nous en rédigeâmes, Marx et moi, la préface. Malheureusement, j'ai égaré le manuscrit allemand original, et je dois retraduire du russe, ce qui n'est d'aucun profit pour le texte même.

La première édition russe du Manifeste du Parti communiste, traduit par Bakounine, parut après 1860 à l'imprimerie du Kolokol. A ce moment, une édition russe de cet ouvrage avait tout au plus pour l'Occident l'importance d'une curiosité littéraire. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Combien étroit était le terrain d'expansion du mouvement prolétarien, au moment de la première publication du Manifeste (janvier 1848), c'est ce qui ressort parfaitement du dernier chapitre : « Position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition ». La Russie et les Etats-Unis notamment n'y sont pas mentionnés. C'était le temps où la Russie formait la dernière grande réserve de la réaction européenne, et où l'émigration aux Etats-Unis absorbait le trop-plein des forces du prolétariat européen. Ces deux pays fournissaient à l'Europe des matières premières et lui offraient en même temps un marché pour l'écoulement de ses produits industriels. Tous deux servaient donc, de l'une ou l'autre manière, de contrefort à l'organisation sociale de l'Europe.

Que tout cela est changé! C'est précisément l'émigration européenne qui a rendu possible le colossal développement de l'agriculture de l'Amérique du Nord, dont la concurrence ébranle dans ses fondements la grande et la petite propriété foncière en Europe. C'est elle qui a, du même coup, donné aux Etats-Unis la faculté de mettre en exploitation ses riches ressources industrielles, et cela avec une énergie et dans une mesure telles que le monopole industriel de l'Europe occidentale disparaîtra rapidement. Ces deux circonstances réagissent à leur tour révolutionnairement sur l'Amérique elle-même. La petite et la moyenne propriété des farmers cultivant eux-mêmes, cette assise de tout l'ordre politique américain, disparaît de plus en plus sous la concurrence des fermes gigantesques, tandis que, dans les districts industriels, se forme pour la première fois un nombreux prolétariat à côté d'une fabuleuse concentration du capital.

Passons en Russie. Au moment de la révolution de 1848-1849, les monarques d'Europe, tout comme la bourgeoisie d'Europe, voyaient dans l'intervention russe le seul moyen de salut contre le prolétariat qui commençait à prendre conscience de sa force. Ils faisaient du tsar le chef de la réaction européenne. Aujourd'hui, il est, dans Gatchina, le prisonnier de guerre de la Révolution, et la Russie est à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.

Le Manifeste communiste se proposait de proclamer la disparition prochaine et inévitable de la propriété bourgeoise. Mais, en Russie, à côté du capitalisme qui se développe fiévreusement et de la propriété foncière bourgeoise en voie de formation, la plus grande moitié du sol est la propriété commune des paysans.

Il s'agit, dès lors, de savoir si la communauté paysanne russe, cette forme déjà très décomposée de la primitive propriété commune du sol, passera directement à une forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou bien si elle doit suivre d'abord le même processus de dissolution qu'elle a subi au cours du développement historique de l'Occident.

La seule réponse qu'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante : si la Révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste.

Londres, 21 janvier 1882.

Une nouvelle traduction polonaise parut, à la même époque, à Genève : *Manifest kommunistyczny*.

Depuis, une nouvelle traduction danoise a paru dans la *Socialdemokratisk Bibliothek*, Copenhague, 1885. Elle n'est malheureusement pas complète ; quelques passages essentiels, qui semblent avoir arrêté le traducteur, ont été omis, et çà et là, on peut relever des traces de négligences, qui sont d'autant plus regrettables qu'on voit, d'après le reste, que la traduction aurait pu, avec un peu plus d'attention, être excellente.

En 1886, parut une nouvelle traduction française dans le *Socialiste* de Paris ; c'est jusqu'ici la meilleure.

D'après elle, a paru, la même année, une version espagnole, d'abord dans *El Socialista*, de Madrid, et ensuite en brochure : *Manifiesto del Partido Comunista por Carlos Marx y F. Engels*, Madrid, administration de *El Socialista*, Herman Cortès, 8.

A titre de curiosité, je dirai qu'en 1887, le manuscrit d'une traduction arménienne a été offert à un éditeur de Constantinople ; l'excellent homme n'eut cependant pas le courage d'imprimer une brochure sur laquelle se trouvait le nom de Marx, et pensa que le traducteur devrait bien plutôt s'en intituler l'auteur, ce que celui-ci refusa de faire.

A plusieurs reprises, ont été réimprimées en Angleterre certaines traductions américaines plus ou moins inexactes ; enfin, une traduction authentique a paru en 1888. Elle est due à mon ami Samuel Moore, et a été revue par nous deux avant l'impression. Elle a pour titre : *Manifesto of the Communist Party, by Karl Marx and Frederick Engels, authorized English translation, edited and annotated by Frederick Engels, 1888, London, William Reeves, 185, Fleetstr., E.C.* J'ai reproduit dans la présente édition quelques-unes des notes de cette traduction anglaise.

Le Manifeste a eu une vie propre. Salué avec enthousiasme, au moment de son apparition, par l'avant-garde très peu nombreuse

du socialisme scientifique (comme le prouvent les traductions signalées dans la première préface), il fut bientôt repoussé à l'arrière-plan par la réaction qui suivit la défaite des ouvriers parisiens en juin 1848, et enfin il fut proscrit « de par la loi » avec la condamnation des communistes de Cologne en novembre 1852. Avec le mouvement ouvrier datant de la révolution de Février, le *Manifeste* aussi disparaît de la scène politique.

Lorsque la classe ouvrière européenne eut repris des forces pour un nouvel assaut contre la puissance des classes dominantes, naquit l'Association internationale des travailleurs. Elle avait pour but de fondre en une immense armée toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique. Elle pouvait donc *partir* des principes posés dans le *Manifeste*. Elle devait se donner un programme qui ne fermât pas la porte aux trade-unions anglaises, aux proudhoniens français, belges, italiens et espagnols, ni aux lassalliens allemands¹. Ce programme — le préambule des statuts de l'Internationale — fut rédigé par Marx avec une maîtrise qui fut reconnue même par Bakounine et les anarchistes. Pour la victoire définitive des propositions insérées dans le *Manifeste*, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de la communauté d'action et de discussion. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le Capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées, et de les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière. Et Marx avait raison. La classe ouvrière de 1874, après la dissolution de l'Internationale, était tout autre que celle de 1864, au moment de sa fondation. Le proudhonisme des pays latins et le lassallianisme proprement dit en Allemagne étaient à l'agonie, et même les trade-unions anglaises, alors ultra-conservatrices, approchaient petit à petit du moment où, en 1887, le président de leur congrès à Swansea pouvait dire en leur nom : « Le socialisme continental a cessé d'être pour nous un épouvantail. » Mais le socialisme continental, en 1887 déjà, s'identifiait presque avec la théorie formulée dans le *Manifeste*. Et ainsi l'histoire du *Manifeste* reflète jusqu'à un certain point l'histoire du mouvement ouvrier moderne depuis 1848. Actuellement, il est incontestablement l'œuvre la plus répandue, la plus internationale de toute la littérature socialiste, le programme commun de millions d'ouvriers de tous les pays, de la Sibérie à la Californie.

Et cependant, lorsqu'il parut, nous ne pouvions l'intituler *Manifeste* SOCIALISTE. En 1847, on comprenait sous ce nom de socialiste deux sortes de gens. D'abord les adhérents des divers

1. Lassalle se déclarait toujours personnellement, avec nous, le *disciple* de Marx, et, comme tel, il se tenait évidemment sur le terrain du *Manifeste*. Il en est autrement de ceux de ses partisans qui n'allèrent pas au delà de son programme d'associations de production créditées par l'Etat et qui divisèrent toute la classe ouvrière en ouvriers comptant sur l'Etat et en ouvriers ne comptant que sur eux-mêmes. (*Notes d'ENGELS*).

systèmes utopiques, notamment les owenites en Angleterre et les fouriéristes en France, qui n'étaient déjà plus, les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes. D'un autre côté, les multiples médocastres qui voulaient, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiécages, supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort au Capital et au profit. Dans les deux cas, des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un appui auprès des classes « cultivées ». Au contraire, cette partie des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance des simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société s'appelait alors *communiste*. C'était un communisme à peine élaboré que le leur, tout instinctif, parfois un peu grossier; mais il était assez puissant pour produire deux systèmes de communisme utopique : en France l'*Icarie* de Cabet et en Allemagne le système de Weitling. Le socialisme signifiait en 1847 un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde ; pour le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme dès alors nous étions très nettement d'avis que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter.

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » Quelques voix seulement nous répondirent, lorsque nous lançâmes ces mots par le monde, il y a maintenant quarant-deux ans, à la veille de la première révolution parisienne dans laquelle le prolétariat soit entré avec ses revendications à lui. Mais le 28 septembre 1864, des prolétaires de la plupart des pays de l'Europe occidentale s'unissaient pour former l'Association internationale des travailleurs, de glorieuse mémoire. L'Internationale elle-même ne vécut d'ailleurs que neuf années. Mais que l'alliance éternelle établie par elle entre les prolétaires de tous les pays existe encore, et qu'elle soit plus puissante que jamais, il n'en est pas de meilleure preuve que la journée d'aujourd'hui. Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau et pour un même but immédiat : la fixation légale de la journée normale de huit heures, proclamée dès 1866 par le congrès de l'Internationale tenu à Genève, et de nouveau par le congrès ouvrier de Paris en 1889. Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis.

Que Marx n'est-il à côté de moi, pour voir cela de ses yeux !

Londres, 1^{er} mai 1890.

FR. ENGELS.

Manifeste du Parti communiste

UN spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre: le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas relancé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète flétrissante de communiste?

Il en résulte un double enseignement :

1° Déjà le communisme est reconnu comme une puissance par toutes les puissances d'Europe ;

2° Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances ; qu'ils opposent au conte du spectre communiste un manifeste du Parti lui-même.

Dans ce but, des communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres et ont rédigé le *Manifeste* suivant, qui est publié en anglais, français, allemand, italien, flamand et danois.

I

Bourgeois et prolétaires.

L'HISTOIRE de toute société jusqu'à nos jours¹ n'a été que l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une

1. Ou plus exactement, l'histoire écrite. En 1847, l'histoire de l'organisation sociale qui a précédé toute histoire écrite, la préhistoire, était à peu près inconnue. Depuis, Haxthausen a découvert en Russie la propriété commune de la terre. Maurer a démontré qu'elle est la base sociale d'où sortent historiquement toutes les tribus allemandes, et on a découvert petit à petit que la commune rurale, avec possession collective de la terre, a été la forme primitive de la société depuis les Indes jusqu'à l'Irlande. Enfin, la structure de cette société communiste primitive a été mise à nu, dans ce qu'elle a de typique, par la découverte décisive de Morgan, qui a fait connaître la nature véritable de la *gens* et sa place dans la tribu. Avec la dissolution de ces communautés primitives commence la division de la société en classes distinctes, et finalement antagoniques. (Note d'ENGELS).

guerre ininterrompue, tantôt dissimulée, tantôt ouverte, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une organisation hiérarchique de la société, une échelle graduée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves ; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs et, dans chacune de ces classes, des gradations particulières.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la Bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux grandes classes directement ennemies : la Bourgeoisie et le Prolétariat.

Des serfs du moyen âge naquirent les éléments des premières villes ; de cette population municipale sortirent les éléments constitutifs de la Bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la Bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés de l'Inde et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et des marchandises imprimèrent une impulsion, jusqu'alors inconnue, au négoce, à la navigation, à l'industrie, et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution.

L'ancien mode de production féodal ou corporatif ne pouvait plus assouvir les besoins qui croissaient avec l'ouverture de nouveaux marchés. La manufacture prit sa place. La petite bourgeoisie industrielle supplanta les maîtres de jurande ; la division du travail entre les différentes corporations disparut devant la division du travail au sein de l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse ; la demande croissait toujours. La manufacture, elle aussi, devint insuffisante. Alors la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture ; la petite bourgeoisie manufacturière

céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de vraies armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des moyens de communication. Ce développement réagit à son tour sur la marche de l'industrie ; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la Bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes transmises par le moyen âge.

La Bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans les modes de production et de communication.

Chaque étape de l'évolution parcourue par la Bourgeoisie était accompagnée d'un progrès politique correspondant. Classe opprimée par le despotisme féodal, association armée se gouvernant elle-même dans la commune¹, ici, libre république municipale, là, tiers état, taillable de la monarchie, puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans les monarchies limitées ou absolues, pierre angulaire des grandes monarchies, la Bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée du pouvoir politique exclusif dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des communes affaires de la classe bourgeoise.

La Bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle essentiellement révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens bariolés qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié, pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, le dur *paiement au comptant*. Elle a noyé l'extase religieuse, l'enthousiasme chevaleresque, la sentimentalité petite-bourgeoise, dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à

1. C'est ainsi que les habitants des villes, en Italie et en France, appelaient leur communauté urbaine, une fois achetés ou arrachés à leurs seigneurs féodaux leurs premiers droits à une administration autonome. (Note d'ENGELS).

la place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

La Bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les professions qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle les a enrôlés parmi les travailleurs salariés.

La Bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples relations pécuniaires.

La Bourgeoisie a démontré comment la brutale manifestation de la force au moyen âge, si admirée de la réaction, trouva son complément naturel dans la plus crasse paresse. C'est elle qui, la première, a fait voir ce dont est capable l'activité humaine : elle a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques ; elle a conduit de tout autres expéditions que les invasions et les croisades.

La Bourgeoisie n'existe qu'à la condition de révolutionner sans cesse les instruments de travail, ce qui veut dire le mode de production, ce qui veut dire tous les rapports sociaux. Le maintien de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de modes de production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles, distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés, avec leur cortège de croyances et d'idées anciennement vénérées, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'envole comme fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs relations réciproques avec des yeux désabusés.

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la Bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut pénétrer partout, s'établir partout, créer partout des moyens de communication.

Par l'exploitation du marché mondial, la Bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales sont détruites ou sur le point de l'être.

Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'introduction devient une question vitale pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus éloignées, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent de nouveaux besoins, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développe un trafic universel, une interdépendance des nations. Et ce qui est vrai pour la production matérielle s'applique à la production intellectuelle. Les œuvres d'une nation deviennent la propriété commune de toutes les nations. L'étroitesse et l'exclusivisme deviennent de jour en jour plus impossibles à une nation ; et de toutes les littératures nationales et locales se forme une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et des moyens de communication, la Bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et fait capituler les barbares les plus opiniâtement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elles la soi-disant civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

La Bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté la population des villes aux dépens de celle des campagnes, et par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'idiotisme de la vie des champs. De même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, les nations barbares ou demi-barbares aux nations civilisées, elle a subordonné les pays de paysans aux pays de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La Bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence fatale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts,

des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, sous un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.

La Bourgeoisie, depuis son avènement à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que ne l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La subjugation des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la canalisation des fleuves, des populations entières sortant de terre comme par enchantement, — quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?

Voici donc ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange, sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot, le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la seconder. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait briser ces chaînes. On les brisa¹.

A la place s'éleva la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique correspondante, avec la domination économique et politique de la classe bourgeoise.

Sous nos yeux il se produit un mouvement analogue. Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, tout cette société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis plusieurs décades, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre le régime de propriété qui conditionne l'existence de la Bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés,

1. Ce fut l'œuvre, en France et dans une grande partie de l'Europe, de la Révolution française et des guerres napoléoniennes (1789-1815).

mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes. Une épidémie qui à toute autre époque, eût semblé un paradoxe, s'abat sur la société, — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement rejetée dans un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui coupe tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la propriété bourgeoise, au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui leur oppose de ce fait un obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales s'affranchissent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. — Comment la Bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir.

Les armes dont la Bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la Bourgeoisie elle-même.

Mais la Bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, — les ouvriers modernes, les *prolétaires*.

Avec le développement de la Bourgeoisie, c'est-à-dire du capital, se développe le Prolétariat, la classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail, et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils subissent, par conséquent, toutes les vicissitudes de la concurrence, toutes les fluctuations du marché.

L'introduction des machines et la division du travail, en dépouillant la fonction de l'ouvrier de toute personnalité, lui ont fait perdre tout attrait. Le producteur devient un simple appendice de la machine ; on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte aujourd'hui l'ouvrier se réduit à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entre-

tenir et perpétuer sa race. Or, le prix du travail, comme celui de toute marchandise, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de labeur s'accroît, avec le développement du machinisme et de la division du travail soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'accélération du mouvement des machines, et donc du labeur exigé pour un temps donné.

L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître patriarcal la grande fabrique du bourgeois capitaliste. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Ils sont comme les simples soldats de l'industrie, placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'Etat bourgeois, mais encore journellement, à toute heure, les esclaves de la machine, du contremaître et surtout du bourgeois maître de la fabrique, lui-même. Plus ce despotisme proclame ouvertement le profit comme son but unique, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail, dont le prix varie suivant l'âge et le sexe.

Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui a compté son salaire, il devient la proie d'autres éléments de la bourgeoisie : propriétaire, marchand au détail, prêteur sur gages, etc.

Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le Prolétariat ; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les nouveaux procédés de production. De sorte que le Prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le Prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la Bourgeoisie commence dès sa naissance.

La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers du même métier dans une même localité, contre le bourgeois qui, directement, les exploite. Ils ne se contentent

pas de diriger leurs attaques contre le mode bourgeois de production, ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes : ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les fabriques et s'efforcent de conquérir la position perdue de l'artisan du moyen âge.

A ce moment, le Prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se forment en masses compactes, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre unité, mais de celle de la Bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les résidus de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la Bourgeoisie ; toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Or, l'industrie, en se développant, non seulement grossit le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; les prolétaires augmentent en force et prennent conscience de leur force. Les intérêts, les conditions d'existence des prolétaires s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau pareillement inférieur. Par suite de la croissante concurrence des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus incertains ; le constant perfectionnement de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour la défense de leur salaire. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes, en prévision de rébellions éventuelles. Ça et là, la lutte éclate en émeute.

Parfois les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que la solidarité grandissante des travailleurs. Cette solidarité est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour transformer les nombreuses luttes

locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale à direction centralisée, en une lutte de classe. Mais toute lutte de classe est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes l'établissent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du Prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines des bourgeois pour les obliger à légaliser certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple, le *bill* des dix heures en Angleterre.

En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du Prolétariat. La Bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel ; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la Bourgeoisie même dont les intérêts viennent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la Bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit forcée de faire appel au Prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la Bourgeoisie fournit aux prolétaires les rudiments de leur propre éducation politique, c'est-à-dire des armes contre elle-même.

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par la marche de l'industrie, précipitées dans le Prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au Prolétariat de nombreux éléments de progrès.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de dissolution de la classe régnante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre, qu'une petite fraction de la classe régnante s'en détache et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la Bourgeoisie, de nos jours une partie de la Bourgeoisie passe au Prolétariat, et notamment cette partie des idéologues bourgeois parvenus à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, à l'heure présente, se trouvent face à face avec la Bourgeoisie, le Prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie ; le Prolétariat, au contraire, en est le produit le plus spécial.

Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, combattent la Bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; qui plus est, elles sont réactionnaires : elles demandent que l'histoire fasse machine en arrière. Si elles agissent révolutionnairement, c'est par crainte de tomber dans le Proléariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du Prolétariat.

La canaille des grandes villes¹, cette vermine passive, cette lie des plus basses couches de la vieille société, peut se trouver enchaînée dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie la disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà abolies dans les conditions d'existence du Prolétariat. Le prolétariat est sans propriété ; ses relations de famille n'ont rien de commun avec celles de la famille bourgeoise ; le travail industriel moderne, qui implique l'asservissement de l'ouvrier par le Capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouille le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont pour lui autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui, dans le passé, s'emparaient du pouvoir, essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société à leur propre mode d'appropriation. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci et, par suite, tout mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne : ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée existante.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité, au profit de l'immense majorité. Le Prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toutes les couches superposées qui constituent la société officielle.

La lutte du Prolétariat contre la Bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant, tout d'abord, la forme. Il va sans dire que le

1. *Lumpenproletariat*, le prolétariat en haillons, la canaille.

Prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre Bourgeoisie.

En esquissant à grands traits les phases du développement prolétarien, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins latente, qui travaille la société jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le Prolétariat fondera sa domination par le renversement violent de la Bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut, du moins, pouvoir lui garantir des conditions d'existence qui lui permettent de vivre dans la servitude. Le serf, en pleine féodalité, parvenait à devenir membre d'une commune, de même que le roturier (*Kleinbürger*) parvenait au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur tombe dans la pauvreté, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la Bourgeoisie est incapable de remplir son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle ne peut plus assurer à son esclave même une existence compatible avec son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la Bourgeoisie est désormais incompatible avec celle de la société.

La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital ; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la Bourgeoisie est l'agent involontaire et passif, remplace l'isolement des ouvriers, résultant de leur concurrence, par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. Ainsi le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la Bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la Bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du Prolétariat sont également inévitables.

II

Prolétaires et communistes.

QUELLE est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Ils ne proclament pas de principes distincts sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1° Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat ;

2° Dans les différentes phases de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours et partout les intérêts du mouvement intégral.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres : théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, destruction de la suprématie bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le Prolétariat.

Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression globale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique évoluant de lui-même sous nos yeux. L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme.

Le régime de la propriété a subi de continuel changements, de continuelles transformations historiques.

La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise.

Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Or, la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : *abolition de la propriété privée.*

On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnellement acquise par le travail, propriété que l'on déclare être la base de toute liberté de toute activité, de toute indépendance individuelle.

La propriété personnelle, fruit du travail et du mérite ! Veut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qu'est la propriété du petit bourgeois, du petit paysan ? Nous n'avons que faire de l'abolir : le progrès de l'industrie l'a abolie, ou est en train de l'abolir.

Ou bien veut-on parler de la propriété privée d'aujourd'hui, de la propriété bourgeoise ?

Mais est-ce que le travail salarié crée de la propriété pour le prolétariat ? Nullement. Il crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de produire encore et encore du travail salarié, afin de l'exploiter de nouveau. Dans sa forme présente, la propriété se meurt entre ces deux termes antinomiques : le capital et le travail. Examinons les deux termes de cette antinomie.

Etre capitaliste signifie qu'on occupe non seulement une position personnelle, mais encore une position sociale dans la production. Le capital est un produit collectif : il ne peut être mis en mouvement que par les efforts combinés de beaucoup d'individus, et même, en dernière instance, que par les efforts combinés de tous les individus, de toute la société.

Le capital n'est donc pas une force personnelle ; c'est une force sociale.

Dès lors, si le capital est transformé en propriété commune, appartenant à tous les membres de la société, ce n'est pas une propriété personnelle qui se change en propriété commune. Il n'y a que le caractère social de la propriété qui soit changé. Elle perd son caractère de classe.

Arrivons au travail salarié.

Le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens d'existence qu'il faut à l'ouvrier pour vivre en ouvrier, tel est le prix moyen auquel le travail salarié s'achète. Par conséquent, ce que l'ouvrier s'approprié par son labeur est

tout juste ce qui lui est nécessaire pour entretenir sa maigre existence et pour la reproduire. Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail, indispensable à l'entretien et à la reproduction de la vie humaine, cette appropriation ne laissant aucun profit net qui confère un pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est supprimer ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital, et seulement dans la mesure où l'exigent les intérêts de la classe régnante.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs.

Dans la société bourgeoise, le passé domine le présent ; dans la société communiste, c'est le présent qui domine le passé. Dans la société bourgeoise, le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu qui travaille est dépendant et privé de personnalité.

Et c'est l'abolition d'un pareil état de choses que la bourgeoisie flétrit comme l'abolition de l'individualité et de la liberté ! Et avec raison. Car il s'agit effectivement d'abolir l'individualité, l'indépendance, la liberté bourgeoises.

Par liberté, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend la liberté du commerce, la liberté d'acheter et de vendre.

Mais si le trafic disparaît, le libre trafic disparaît aussi. Au reste, tous les grands mots sur le libre-échange, de même que toutes les forfanteries libérales de notre bourgeoisie, n'ont un sens que par contraste avec le trafic entravé, avec le bourgeois asservi du moyen âge ; ils n'ont aucun sens lorsqu'il s'agit de l'abolition, par le communisme, du trafic, du régime bourgeois de la production et de la bourgeoisie elle-même.

Vous êtes saisis d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une forme de propriété qui ne peut exister qu'à la condition que l'immense majorité soit frustrée de toute propriété.

En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous. En vérité, c'est bien ce que nous voulons.

Dès que le travail ne peut plus être converti en capital,

en argent, en rente foncière, bref, en pouvoir social capable d'être monopolisé, c'est-à-dire dès que la propriété individuelle ne peut plus se transformer en propriété bourgeoise, vous déclarez que l'individu est supprimé.

Vous avouez donc que lorsque vous parlez de l'individu, vous n'entendez parler que du bourgeois, du propriétaire. Et cet individu-là, sans contredit, doit être supprimé.

Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux, il n'ôte que le pouvoir d'asservir, à l'aide de cette appropriation, le travail d'autrui.

On a objecté encore qu'avec l'abolition de la propriété privée, toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde.

Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et que ceux qui gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie, qu'il n'y a plus de travail salarié là où il n'y a plus de capital.

Les accusations portées contre le mode communiste de production et d'appropriation des produits matériels l'ont été également contre la production et l'appropriation des œuvres de l'esprit. De même que, pour le bourgeois, la disparition de la propriété de classe équivaut à la disparition de toute production, de même la disparition de la civilisation de classe signifie, pour lui, la disparition de toute civilisation.

La culture, dont il déplore la perte, n'est pour l'immense majorité que l'apprentissage du métier de machine.

Mais inutile de nous chercher querelle, si c'est pour appliquer à l'abolition de la propriété bourgeoise l'étalon de vos notions bourgeoises de liberté, de culture, de droit, etc. Vos idées résultent elles-mêmes du régime bourgeois de production et de propriété, comme votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe.

La conception intéressée qui vous fait ériger en lois éternelles de la nature et de la raison les rapports sociaux issus de votre mode de production et de propriété, — rapports transitoires, que le cours de la production fait disparaître, — cette conception, vous la partagez avec toutes les classes dirigeantes aujourd'hui disparues. Ce que vous admettez pour la propriété antique, ce que vous admettez pour la propriété féodale, vous ne pouvez plus l'admettre pour la propriété bourgeoise.

L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie ; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons.

Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus sacrés, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société.

Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion directe ou non de la société, par l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas cette ingérence de la société dans l'éducation, ils en changent seulement le caractère et arrachent l'éducation à l'influence de la classe régnante.

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents, deviennent de plus en plus écœurantes à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.

Mais la bourgeoisie tout entière de s'écrier en chœur :
« Vous autres communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes ! »

Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être mis en commun et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes feront partie de la communauté.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'assigner à la femme un autre rôle que celui de simple instrument de production.

Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultramorale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes : elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition

les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée, une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, la communauté des femmes qui en dérive, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle, disparaîtra.

En outre, on accuse les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qui y correspondent.

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

En même temps que l'antagonisme des classes, à l'intérieur de la nation, l'hostilité des nations entre elles disparaîtra.

Quant aux accusations portées d'une façon générale contre le communisme, à des points de vue religieux, philosophiques et idéologiques, elles ne méritent pas un examen approfondi.

Est-il besoin d'une grande pénétration pour comprendre que les vues, les notions et les conceptions des hommes, en un mot leur conscience, change avec tout changement survenu dans leurs conditions de vie, leurs relations sociales, leur existence collective?

Que démontre l'histoire des idées si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement ce fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que la dissolution des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence.

Quand le monde antique était à son déclin, les vieilles religions furent vaincues par la religion chrétienne. Quand au XVIII^e siècle, les idées chrétiennes cédèrent la place aux idées de progrès, la société féodale livrait sa dernière bataille à la bourgeoisie, alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience, de liberté religieuse ne firent que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine de la conscience.

« Sans doute, dira-t-on, les idées religieuses, morales, philosophiques, politiques, juridiques, etc., se sont modifiées au cours du développement historique. Mais la religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit, se maintenaient toujours à travers ces transformations.

» Il y a de plus des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à toutes les conditions sociales. Or, le communisme abolit les vérités éternelles, il abolit la religion et la morale au lieu d'en renouveler la forme, et cela contredit tout le développement historique antérieur. »

A quoi se réduit cette accusation? L'histoire de toute société jusqu'ici est faite d'antagonismes de classes, antagonismes qui, selon les époques, ont revêtu des formes différentes.

Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles antérieurs. Donc rien d'étonnant si la conscience sociale de tous les siècles, en dépit de toute divergence et de toute diversité, se meut dans de certaines formes communes, — formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

Mais laissons là les objections faites par la bourgeoisie, au communisme.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

Ceci, naturellement, ne pourra s'accomplir, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par la prise de mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

1° Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat ;

2° Impôt fortement progressif ;

3° Abolition de l'héritage ;

4° Confiscation de la propriété de tous les émigrés et de tous les rebelles ;

5° Centralisation du crédit dans les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale dont le capital appartiendra à l'Etat, et qui jouira d'un monopole exclusif ;

6° Centralisation, dans les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport ;

7° Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production ; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan général ;

8° Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture ;

9° Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne ;

10° Education publique et gratuite de tous les enfants ; abolition du travail des enfants dans les fabriques, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc.

Les antagonismes de classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, alors le pouvoir

public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression des autres. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit violemment l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

III

Littérature socialiste et communiste.

I. — LE SOCIALISME RÉACTIONNAIRE.

a) *Le socialisme féodal.*

PAR leur position historique, les aristocraties française et anglaise se trouvèrent appelées à écrire des pamphlets contre la société bourgeoise. Dans la révolution française de juillet 1830, dans le mouvement anglais pour la réforme, elles avaient succombé une fois de plus sous les coups du parvenu abhorré. Pour elles, il ne pouvait plus être question d'une lutte politique sérieuse. Il ne leur restait plus que la lutte littéraire. Or, dans le domaine littéraire aussi, la vieille phraséologie de la Restauration était devenue impossible. Pour se créer des sympathies, il fallait que l'aristocratie fît semblant de perdre de vue ses intérêts propres et de dresser son acte d'accusation contre la bourgeoisie, dans le seul intérêt de la classe ouvrière exploitée. Elle se ménageait de la sorte la satisfaction de chaussonner son nouveau maître et d'oser lui fredonner à l'oreille des prophéties d'assez mauvais augure.

Ainsi naquit le socialisme féodal, mélange de jérémiades et de pasquinades, de réminiscences du passé et de vagissements de l'avenir. Si parfois sa critique amère, mordante et spirituelle frappait la bourgeoisie au cœur, son impuissance absolue à comprendre la marche de l'histoire moderne l'a constamment couvert de ridicule.

En guise de drapeau, ces messieurs arboraient la besace

du mendiant, afin d'attirer à eux le peuple ; mais dès que le peuple accourut, il aperçut les vieux blasons féodaux dont s'ornait leur derrière et il se dispersa avec de grands éclats de rire irrévérencieux.

Une partie des légitimistes français et la jeune Angleterre ont donné au monde ce spectacle.

Quand les champions de la féodalité démontrent que le mode d'exploitation féodal était autre que celui de la bourgeoisie, ils n'oublient qu'une chose, c'est que la féodalité exploitait dans des conditions tout à fait différentes et aujourd'hui périmées. Quand ils remarquent que, sous le régime féodal, le prolétariat moderne n'existait pas, ils n'oublient qu'une chose, c'est que la bourgeoisie est précisément un rejeton fatal de ce régime.

Ils déguisent si peu, d'ailleurs, le caractère réactionnaire de leur critique, que leur principal grief contre la bourgeoisie est justement d'avoir créé, sous son règne, une classe qui fera sauter tout l'ancien ordre social.

Aussi, n'est-ce pas tant d'avoir produit un prolétariat, qu'ils imputent à crime à la bourgeoisie, que d'avoir produit un prolétariat révolutionnaire.

Aussi dans la lutte politique, prennent-ils une part active à toutes les mesures de violence contre la classe ouvrière. Et dans leur vie de tous les jours, en dépit de leur phraséologie boursouflée, ils savent en se baissant, glaner les fruits d'or qui tombent de l'arbre de l'industrie, et troquer l'honneur, l'amour et la fidélité contre la haine, le sucre de betterave et l'eau-de-vie.

De même que le prêtre et le seigneur féodal marchèrent toujours la main dans la main, de même le socialisme clérical marche côte à côte avec le socialisme féodal.

Rien n'est plus facile que de recouvrir d'un vernis de socialisme l'ascétisme chrétien. Le christianisme ne s'est-il pas élevé lui aussi contre la propriété privée, le mariage, l'Etat ? Et à leur place n'a-t-il pas prêché la charité et les guenilles, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Eglise ? Le socialisme chrétien n'est que l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre le dépit de l'aristocratie.

b) *Le socialisme petit-bourgeois.*

L'ARISTOCRATIE féodale n'est pas la seule classe qu'ait ruinée la bourgeoisie, elle n'est pas la seule classe dont les conditions d'existence s'étiolent et dépérissent dans la

société bourgeoise moderne. Les petits bourgeois et les petits paysans du moyen âge étaient les précurseurs de la bourgeoisie moderne. Dans le pays où l'industrie et le commerce sont en retard, cette classe continue à végéter à côté de la bourgeoisie florissante.

Dans les pays où s'épanouit la civilisation moderne, il s'est formé une nouvelle classe de petits bourgeois qui oscille entre le Proletariat et la Bourgeoisie ; fraction complémentaire de la société bourgeoise, elle se reconstitue sans cesse ; mais, par suite de la concurrence, les individus qui la composent se trouvent sans cesse précipités dans le prolétariat, et, qui plus est, avec la marche progressive de la grande industrie, ils voient approcher l'heure où ils disparaîtront complètement comme fraction indépendante de la société moderne et où ils seront remplacés dans le commerce, la manufacture et l'agriculture, par des contre-mâîtres et des domestiques.

Dans les pays comme la France, où les paysans forment bien plus de la moitié de la population, il est naturel que des écrivains qui prenaient fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie aient critiqué le régime bourgeois et défendu le parti ouvrier d'un point de vue petit-bourgeois et paysan. Ainsi se forma le socialisme petit-bourgeois. Sismondi est le chef de cette littérature, non seulement en France, mais en Angleterre aussi.

Ce socialisme analysa avec beaucoup de pénétration les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il mit à nu les hypocrites apologies des économistes. Il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la fatale décadence des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre d'extermination industrielle des nations entre elles, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales, des vieilles nationalités.

A en juger toutefois d'après son contenu réel, ou bien ce socialisme entend rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et, avec eux, l'ancien régime de propriété et toute l'ancienne société, ou bien il entend faire rentrer de force les moyens modernes de production et d'échange dans le cadre étroit de l'ancien régime de propriété qui a été brisé, et fatalement brisé, par eux. Dans l'un et l'autre cas, ce socialisme est à la fois réactionnaire et utopique.

Pour la manufacture, le régime corporatif ; pour l'agriculture, le régime patriarcal : son dernier mot, le voilà.

Au dernier terme de son évolution, cette école est tombée dans le lâche marasme des lendemains d'ivresse.

c) *Le socialisme allemand ou socialisme « vrai ».*

LA littérature socialiste et communiste de la France qui, née sous la pression d'une bourgeoisie dominante, est l'expression littéraire de la révolte contre cette domination, fut introduite en Allemagne au moment où la bourgeoisie commençait sa lutte contre l'absolutisme féodal.

Philosophes, demi-philosophes et beaux esprits allemands se jetèrent avidement sur cette littérature, mais ils oublièrent qu'avec l'importation de la littérature française en Allemagne, il n'y avait pas eu importation simultanée des conditions sociales de la France. Par rapport aux conditions sociales allemandes, cette littérature française perdit toute signification pratique immédiate et prit un caractère purement littéraire. Elle ne devait plus paraître qu'une spéculation oiseuse sur la *réalisation de la nature humaine*. Ainsi, pour les philosophes allemands du XVIII^e siècle, les revendications de la première Révolution française n'étaient que les revendications de la « raison pratique » en général, et les manifestations de la volonté des bourgeois révolutionnaires de France n'exprimaient à leurs yeux que les lois de la volonté telle qu'elle doit être, de la volonté véritablement humaine.

Le travail propre des gens de lettres allemands, ce fut de mettre à l'unisson les nouvelles idées françaises et leur vieille conscience philosophique, ou plutôt de s'appropriier les idées françaises en les appropriant à leur philosophie.

Ils se les approprièrent comme on fait d'une langue étrangère, par la traduction.

On sait comment les moines recouvrirent les manuscrits des œuvres classiques de l'antiquité païenne d'absurdes bondieuseries catholiques. A l'égard de la littérature française profane, les gens de lettres allemands procédèrent inversement. Ils glissèrent leurs insanités philosophiques sous l'original français. Par exemple, sous la critique française des fonctions de l'argent, ils écrivirent : « Aliénation du pouvoir de l'universalité abstraite », et ainsi de suite.

La substitution de cette phraséologie philosophique aux développements français, ils la baptisèrent : « Philosophie

de l'action », « Socialisme vrai », « Science allemande du socialisme », « Justification philosophique du socialisme », etc.

De cette façon, on émascula complètement la littérature socialiste et communiste française. Et comme, entre les mains des Allemands, elle cessait d'être l'expression de la lutte d'une classe contre une autre, nos gens se félicitèrent de s'être élevés au-dessus de l'*étroitesse française*, et d'avoir défendu non pas de vrais besoins, mais le « besoin du vrai » ; non pas les intérêts du prolétaire, mais les intérêts de l'être humain, de l'homme qui n'appartient à aucune classe ni à aucune réalité et qui n'existe que dans le ciel embrumé de la fantaisie philosophique.

Ce socialisme allemand qui prenait si solennellement au sérieux ses maladroits exercices d'écolier et qui les claironnait avec un si bruyant charlatanisme, perdit cependant peu à peu son innocence pédantesque.

Le combat de la bourgeoisie allemande et surtout de la bourgeoisie prussienne contre la monarchie absolue et féodale, en un mot, le mouvement libéral, devint plus sérieux.

De la sorte, le *vrai* socialisme eut l'occasion tant souhaitée de confronter les revendications socialistes avec le mouvement politique. Il put lancer les anathèmes traditionnels contre le libéralisme, le régime représentatif, la concurrence bourgeoise, la liberté bourgeoise de la presse, le droit bourgeois, la liberté et l'égalité bourgeoises : il put prêcher aux masses qu'elles n'avaient rien à gagner, mais, au contraire, tout à perdre à ce mouvement bourgeois. Le socialisme allemand oublia, bien à propos, que la critique française, dont il était le niais écho, présupposait la société bourgeoise moderne, avec les conditions matérielles d'existence qui y correspondent et une constitution politique conforme, — toutes choses que, pour l'Allemagne, il s'agissait précisément encore de conquérir.

Pour les gouvernements absolus d'Allemagne, avec leur cortège de prêtres, de pédagogues, de hobereaux et de bureaucrates, ce socialisme devint, contre la bourgeoisie menaçante, l'épouvantail rêvé

Il ajouta son hypocrisie doucereuse aux coups de fouet et aux coups de fusil que ces mêmes gouvernements administrèrent durement aux ouvriers allemands en révolte.

Si le *vrai* socialisme devint ainsi une arme aux mains des gouvernements, il représentait directement, en outre, un intérêt réactionnaire, l'intérêt de la petite bourgeoisie

allemande. La classe des petits bourgeois, léguée par le xvi^e siècle, et depuis lors sans cesse renaissante sous des formes diverses, constitue pour l'Allemagne la vraie base sociale de l'ordre établi.

La maintenir, c'est maintenir en Allemagne l'ordre établi. La suprématie industrielle et politique de la grande bourgeoisie, menace cette petite bourgeoisie de déchéance certaine, par suite de la concentration des capitaux d'une part, et de la croissance d'un prolétariat révolutionnaire d'autre part. Le *vrai* socialisme lui parut pouvoir faire d'une pierre deux coups. Il se propagea comme une épidémie.

Des étoffes légères de la spéculation, les socialistes allemands firent un ample vêtement brodé des fines fleurs de leur rhétorique, tout imprégné d'une chaude rosée sentimentale, et ils en habillèrent le squelette de leurs « vérités éternelles », — ce qui, auprès d'un tel public, ne fit qu'activer l'écoulement de leur marchandise.

De son côté, le socialisme allemand comprit de mieux en mieux que c'était sa vocation d'être le fastueux représentant de cette petite bourgeoisie.

Il proclama que la nation allemande était la nation normale et le philistin allemand l'homme normal. A toutes les infamies de cet homme normal, il donna un sens occulte, un sens supérieur et socialiste qui les transfigurait complètement. Il alla jusqu'au bout, s'élevant contre la tendance « brutalement destructive » du communisme et déclarant qu'il planait impartialement au-dessus de toutes les luttes de classes. A quelques exceptions près, toutes les publications soi-disant socialistes ou communistes qui circulent en Allemagne appartiennent à cette sale et énervante littérature¹.

2. — LE SOCIALISME CONSERVATEUR OU BOURGEOIS.

UNE partie de la bourgeoisie cherche à porter remède au malaise social, afin de consolider la société bourgeoise.

Dans cette catégorie se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfai-

1. La tourmente révolutionnaire de 1848 a balayé toute cette pitoyable école et enlevé à ses partisans toute envie de faire encore du socialisme. Le principal représentant et le type classique de cette école est M. Karl Grün. (Note d'ENGELS).

sance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, bref les réformateurs en chambre de tout acabit. Et l'on est allé jusqu'à élaborer ce socialisme bourgeois en systèmes complets.

Citons, comme exemple, la *Philosophie de la misère*, de Proudhon.

Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en dérivent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. La bourgeoisie comme de juste, se représente le monde où elle domine comme le meilleur des mondes. Le socialisme bourgeois systématise plus ou moins à fond cette représentation consolante. Lorsqu'il somme le prolétariat de réaliser ses systèmes et d'entrer dans la nouvelle Jérusalem, il ne fait que l'inviter, au fond, à s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser de la conception haineuse qu'il a de celle-ci.

Une autre forme de socialisme, moins systématique, mais plus pratique, essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire, en leur démontrant que ce n'était pas telle ou telle transformation politique, mais seulement une transformation des rapports de la vie matérielle, des rapports économiques, qui pouvait leur profiter. Notez que, par transformation des rapports de la vie matérielle, ce socialisme n'entend aucunement l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, n'affectent pas les relations du Capital et du salariat et ne font, tout au plus, que diminuer pour la bourgeoisie les dépenses de son gouvernement et lui faciliter sa gestion.

Le socialisme bourgeois n'atteint son expression adéquate que lorsqu'il devient une simple figure de rhétorique.

Le libre-échange, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des droits protecteurs, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des prisons cellulaires, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Voilà le dernier mot du socialisme bourgeois, le seul qu'il ait dit sérieusement.

Car le socialisme bourgeois tient tout entier dans cette affirmation que les bourgeois sont des bourgeois — dans l'intérêt de la classe ouvrière.

3. — LE SOCIALISME ET LE COMMUNISME CRITICO-UTOPIQUE.

IL ne s'agit pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a formulé les revendications du prolétariat (écrits de Babeuf, etc.).

Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire prévaloir ses propres intérêts de classe, faites en un temps d'effervescence générale, dans la période du renversement de la société féodale, échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation, conditions qui ne peuvent résulter que de l'avènement de la bourgeoisie. La littérature révolutionnaire qui accompagnait ces premiers mouvements du prolétariat, a forcément un contenu réactionnaire. Elle préconise un ascétisme général et un égalitarisme grossier.

Les systèmes socialistes et communistes proprement dits, les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, etc., font leur apparition dans la première période de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, période décrite ci-dessus (Voir : *Bourgeoisie et Prolétariat*).

Les inventeurs de ces systèmes se rendent bien compte de l'antagonisme des classes, ainsi que de l'action d'éléments dissolvants dans la société dominante elle-même. Mais ils n'aperçoivent, du côté du prolétariat, aucune indépendance historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre.

Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, dans le but de créer ces conditions.

A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et l'application de leurs plans de société.

Dans la confection de ces plans, toutefois, ils ont conscience de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante. Pour eux, le prolétariat n'existe que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

Mais la forme rudimentaire de la lutte des classes, ainsi que leur propre position sociale, les portent à se considérer comme bien au-dessus de tout antagonisme de classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de la société, même les plus privilégiés. Par conséquent, ils ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante. Car, en vérité, il suffit de comprendre leur système pour reconnaître que c'est le meilleur de tous les plans possibles de la meilleure des sociétés possibles.

Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire, ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit, qui échouent naturellement toujours.

La peinture fantaisiste de la société future, à une époque où le prolétariat, peu développé encore, envisage sa propre situation d'une manière elle-même fantaisiste, correspond aux premières aspirations instinctives des ouvriers vers une complète transformation de la société.

Mais les écrits socialistes et communistes renferment aussi des éléments critiques. Ils attaquent la société existante dans ses bases. Ils ont fourni, par conséquent, en leur temps, des matériaux d'une grande valeur pour éclairer les ouvriers. Leurs propositions positives en vue de la société future — suppression du conflit entre la ville et la campagne, abolition de la famille, du gain privé et du travail salarié, proclamation de l'harmonie sociale et transformation de l'Etat en une simple administration de la production — toutes ces propositions ne font qu'annoncer la disparition de l'antagonisme des classes, antagonisme qui commence seulement à se dessiner et dont les faiseurs de systèmes ne connaissent encore que les premières formes indistinctes et confuses. Aussi, ces propositions n'ont-elles qu'un sens purement utopique.

L'importance du socialisme et du communisme critico-utopique est en raison inverse du développement historique. A mesure que la lutte des classes s'accroît et prend forme, le fantastique dédain qu'elle inspire, cette fanatique opposition qu'on lui fait, perdent toute valeur pratique, toute justification théorique. C'est pourquoi si, à beaucoup d'égards, les auteurs de ces systèmes étaient des révolutionnaires, les sectes que forment leurs disciples sont toujours réactionnaires, car ces disciples s'obstinent à opposer les

vieilles conceptions de leur maître à l'évolution historique du prolétariat. Ils cherchent donc, et en cela ils sont logiques, à émousser la lutte des classes et à concilier les antagonismes. Ils continuent à rêver la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales, — établissement de phalanstères isolés, création de colonies à l'intérieur, fondation d'une petite Icarie¹, édition in-douze de la nouvelle Jérusalem, — et, pour la construction de tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel au cœur et à la caisse des philanthropes bourgeois. Petit à petit, ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs dépeints plus haut, et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et une foi superstitieuse et fanatique dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale.

Ils s'opposent donc avec acharnement à toute action politique de la classe ouvrière, une pareille action ne pouvant provenir, à leur avis, que d'un aveugle manqué de foi dans le nouvel évangile.

Les owenites en Angleterre, les fouriéristes en France réagissent, les uns contre les chartistes, les autres contre les réformistes.

IV

Position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition.

D'APRÈS ce que nous avons dit au chapitre II, la position des communistes vis-à-vis des partis ouvriers déjà constitués s'explique d'elle-même, et, partant, leur position vis-à-vis des chartistes en Angleterre et des réformateurs agraires dans l'Amérique du Nord.

Ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière, mais, dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement. En France, les communistes se rallient au Parti démocrate-socialiste² contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

1. Owen appelle ses sociétés communistes modèles des *home-colonies* (colonies à l'intérieur). Le phalanstère était le nom des palais sociaux imaginés par Fourier. On appelait Icarie le pays fantaisiste dont Cabet décrivit les institutions communistes. (Note d'ENGELS).

2. Ce qu'on appelait alors en France le Parti démocrate-socialiste était représenté en politique par Ledru-Rollin et dans la littérature par Louis Blanc ; il était donc à cent mille lieues de la social-démocratie allemande d'aujourd'hui. (Note d'ENGELS).

En Suisse, ils appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de démocrates-socialistes, dans l'acception française du mot, moitié de bourgeois radicaux.

En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit, dans une révolution agraire, la condition de l'affranchissement national, c'est-à-dire le parti qui fit, en 1846, l'insurrection de Cracovie.

En Allemagne, le Parti communiste lutte d'abord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la Bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie.

Mais, à aucun moment, il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions sociales et politiques, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie ; afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au xvii^e et au xviii^e siècle, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En somme, les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.

Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement.

Enfin, les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DE LA LIGUE DES COMMUNISTES¹

LA condamnation des communistes de Cologne, en 1852, termine la première période parcourue par le mouvement ouvrier allemand indépendant. Cette période est aujourd'hui presque totalement oubliée. Elle a duré cependant de 1836 à 1852 et, grâce à la présence de plus en plus nombreuse des ouvriers allemands à l'étranger, ce mouvement a rebondi dans presque tous les pays civilisés. Ce n'est pas tout. Le mouvement ouvrier international actuel est, en fait, la continuation directe de ce mouvement allemand, qui fut alors le *premier mouvement ouvrier international*. C'est de lui que sortirent beaucoup de ceux qui jouèrent un rôle dirigeant dans l'Association internationale des travailleurs. Et les principes théoriques que la Ligue des communistes inscrivit sur son drapeau par son *Manifeste du Parti communiste* de 1848 constituent aujourd'hui le lien international le plus puissant qui unisse tout le mouvement prolétarien d'Europe et d'Amérique.

Jusqu'à présent, il n'existe qu'une seule source importante permettant de reconstituer l'histoire d'ensemble de ce mouvement. C'est ce qu'on appelle le *Livre noir : les Conspirations communistes du XIX^e siècle*, par Wermuth et Stieber, Berlin, deux parties, 1853 et 1854. C'est ce véritable tissu de mensonges où pullulent les falsifications policières de deux des plus misérables mouchards de notre siècle, qu'aujourd'hui encore tous les auteurs non communistes, traitant de cette époque, utilisent comme source première.

Ce que je puis apporter ici n'est qu'une esquisse et dans la mesure où la Ligue elle-même vient en considération, c'est-à-dire seulement ce qui est absolument indispensable à la compréhension des révélations sur le procès des communistes. J'espère qu'il me sera encore donné de mettre en œuvre les riches matériaux que Marx et moi avons rassemblés pour servir à l'histoire de cette glorieuse jeunesse du mouvement ouvrier international.

*
**

EN 1836, les éléments les plus avancés, et pour la plupart prolétariens, de la Ligue secrète des *Bannis* de tendance démocratique et républicaine, fondée à Paris en 1834 par des réfugiés allemands, se séparèrent d'elle et fondèrent une nouvelle association

1. Introduction d'Engels aux *Révélation sur le procès des communistes de Cologne*, de Marx.

secrète, la *Ligue des justes*. La ligue-mère où n'étaient restés que les éléments indolents à la Jacobus Benedey, tomba bientôt dans un sommeil complet. Quand, en 1840, la police perquisitionna dans quelques sections, en Allemagne, c'est à peine s'il en restait encore une ombre. La nouvelle Ligue, au contraire, se développa relativement vite. A l'origine, elle n'était qu'un rameau allemand du communisme ouvrier français rattaché à la tradition babouviste, qui se constituait à cette époque à Paris. La communauté des biens fut revendiquée parce que découlant nécessairement de l'égalité. Les buts poursuivis par la Ligue étaient les mêmes que ceux des sociétés secrètes de Paris en ce moment : mi-propagande, mi-conspirations. En cela Paris était toujours considéré comme le centre de l'action révolutionnaire, bien que la préparation de putschs occasionnels, en Allemagne, ne fût nullement exclue. Mais, comme Paris continuait à rester le champ de bataille décisif, la Ligue n'était, en somme, guère plus que la branche allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la *Société des Saisons*, dirigée par Barbès et Blanqui, avec laquelle elle se trouvait en relations étroites. Les Français marchèrent le 12 mai 1839; les sections de la Ligue firent cause commune et furent ainsi entraînées dans la défaite commune.

Parmi les Allemands, *Karl Schapper* et *Heinrich Bauer* furent pris. Le gouvernement de Louis-Philippe se contenta de les expulser après une assez longue détention. Tous deux se rendirent à Londres. Schapper, né à Weilburg, en Nassau, prit part, comme étudiant à l'Ecole forestière à Giessen en 1832, à la conspiration ourdie par Georg Büchner. Il attaqua, avec ce dernier, le 3 avril 1833, la police (*Konstablerwache*) de Francfort, se réfugia à l'étranger et participa, en février 1834, à l'expédition de Mazzini en Savoie. Il était d'une taille gigantesque, résolu, énergique, toujours prêt à risquer son existence de bourgeois et à aventurer sa vie. C'était le modèle du révolutionnaire de profession dont il joua le rôle en 1830 et 1840. Bien que d'une certaine lourdeur d'esprit, il n'était cependant pas inaccessible aux meilleures opinions théoriques, comme le montre bien, d'ailleurs, sa propre évolution. Il passa en effet du camp des « démagogues » à celui des communistes et il s'y tint d'autant plus fermement qu'il était convaincu. C'est justement pourquoi sa passion révolutionnaire l'emporta quelquefois au delà de sa raison. Mais il se rendait toujours compte de son erreur et la reconnaissait ouvertement. C'était un homme et ce qu'il a fait pour fonder le mouvement ouvrier allemand ne peut s'oublier.

Heinrich Bauer, né en Franconie, était cordonnier. C'était un petit homme vif, éveillé, plaisant, mais dont le petit corps renfermait aussi beaucoup d'habileté et de décision.

Arrivés à Londres, où Schapper, qui avait été ouvrier typographe à Paris, chercha à gagner sa vie en enseignant les langues, tous deux s'employèrent à rassembler les fils éparpillés de la Ligue dont ils établirent le siège à Londres. Ils virent se joindre

à eux, s'ils ne l'avaient pas du moins déjà connu à Paris, *Joseph Moll*, horloger de Cologne. Ce dernier, hercule trapu — combien de fois Schapper et lui n'ont-ils pas défendu victorieusement la porte d'une salle contre des centaines d'adversaires qui voulaient la forcer — égalait ses deux camarades pour l'énergie et la décision, mais les dépassait au point de vue intellectuel. Non seulement, il était un diplomate-né comme l'ont montré les succès de ses nombreuses missions, mais il était, de plus, plus accessible aux idées théoriques. Je fis leur connaissance à tous trois, en 1843, à Londres. C'étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que je voyais. Et bien que, dans le détail, nos opinions fussent en divergence — j'opposais, en effet, à leur communisme égalitaire¹ borné, une présomption philosophique qui ne l'était pas moins — je n'oublierai jamais l'imposante impression que firent sur moi ces trois hommes véritables, à une époque où je n'avais encore que la volonté de devenir un homme.

À Londres, de même qu'en Suisse, quoique dans une plus faible mesure, la liberté d'association et de réunion leur fut d'un grand secours. Dès le 7 février 1840, le cercle d'études public des ouvriers allemands avait été fondé. Il existe encore (1885). Ce cercle d'études servait à la Ligue de lieu de recrutement. Comme toujours, les communistes étaient les membres les plus actifs et les plus intelligents du cercle ; aussi tout naturellement sa direction se trouvait-elle en leurs mains. La Ligue possédait plusieurs communautés ou, comme on disait alors encore, plusieurs « huttes » à Londres. Cette même tactique, qui s'imposait, fut suivie en Suisse et ailleurs. Là où l'on pouvait fonder des cercles d'études pour les ouvriers, on les utilisait de la même façon. Quand la loi les interdisait, on se répandait dans des sociétés chorales, de gymnastique, etc. Les liaisons entre les groupes étaient maintenues en grande partie par les membres qui allaient et venaient ; ces derniers remplissaient aussi, quand cela était nécessaire, les fonctions d'émissaires. Dans ces deux cas, la Ligue trouva une aide active dans la sagesse des gouvernements qui, en expulsant tout ouvrier qui déplaisait — et c'était, neuf fois sur dix, un membre de la Ligue, — en faisaient un émissaire.

L'extension de la Ligue reconstituée devint importante. En Suisse particulièrement, *Weitling*, *August Becker* (cerveau puissamment organisé, mais qui, comme tant d'Allemands, vit ses qualités ruinées par son manque de consistance intérieure), d'autres encore avaient créé en ce pays une forte organisation qui adoptait plus ou moins le système communiste de *Weitling*. Ce n'est pas ici le lieu pour critiquer le communisme de ce dernier, mais l'importance qu'il a eue comme première tendance théorique indépendante du prolétariat allemand me permet de souscrire encore aujourd'hui aux paroles de Marx du *Vorwärts* de Paris de 1844 :

1. Par communisme égalitaire, j'entends, comme je l'ai déjà dit, le communisme qui s'appuie exclusivement ou surtout sur la revendication de l'égalité. (Note d'ENGELS).

La bourgeoisie [allemande] — y compris ses philosophes et ses écrivains — pourrait-elle nous présenter une œuvre semblable aux garanties de l'harmonie et de la liberté de Weitling *concernant l'émancipation de la bourgeoisie* — l'émancipation politique ? Si l'on compare la médiocrité insipide et timide de la littérature politique allemande à ce début brillant, immense des ouvriers allemands ; si l'on compare *ces premiers pas gigantesques du prolétariat* à la petitesse de la politique bourgeoise déjà émancipée, on peut prédire au petit souffre-douleur une stature athlétique.

Cette stature, nous l'avons maintenant devant nos yeux, bien qu'elle soit encore loin d'avoir terminé sa croissance.

L'Allemagne possédait aussi de nombreuses sections, naturellement plus éphémères. Mais le nombre de celles qui se constituaient dépassait le nombre de celles qui disparaissaient. La police mit sept ans à découvrir, à la fin de 1846, à Berlin (Mentel) et à Magdebourg (Beck), une trace de la Ligue, sans pouvoir, d'ailleurs, poursuivre sa piste plus avant.

A Paris, où il se trouvait encore en 1840, Weitling avait également réuni tous les éléments dispersés avant de partir pour la Suisse.

Le noyau de la troupe était formé par les tailleurs. On trouvait des tailleurs allemands partout, en Suisse, à Londres, à Paris. Dans cette dernière ville, l'allemand était si bien la langue prédominante dans ce corps de métier que j'y connus, en 1846, un tailleur norvégien, passé par mer directement de Trondhjem en France, et qui, en dix-huit mois, n'avait presque pas appris un mot de français, mais fort bien l'allemand. Parmi les communautés de Paris, en 1847, deux étaient composées surtout de tailleurs et une autre d'ébénistes.

Quand le centre de la Ligue eût été transféré de Paris à Londres, une nouvelle période s'ouvrit pour elle : de ligue allemande qu'elle était, elle devint peu à peu internationale. Dans le cercle ouvrier, se rencontraient outre les Allemands et les Suisses, des membres de nationalités auxquels la langue allemande pouvait servir de moyen de communication : en particulier, des Scandinaves, Hollandais, Hongrois, Tchèques, Slaves méridionaux, ainsi que des Russes et des Alsaciens. En 1847, un grenadier de la garde anglaise assistait régulièrement en uniforme aux séances. Le cercle s'appela bientôt groupe d'études ouvrier *communiste* et sur les cartes des membres, la phrase : « Tous les hommes sont frères », se trouvait reproduite en au moins vingt langues, avec quelques fautes, toutefois, par-ci, par-là. De même que le groupe public, la société secrète prit bientôt un caractère de plus en plus international ; tout d'abord en un sens encore restreint pratiquement par suite des différentes nationalités des adhérents, théoriquement aussi, parce que l'on pensait qu'une révolution, pour être victorieuse, devait être européenne. On n'allait pas encore plus loin ; mais la base fondamentale était trouvée.

Grâce aux réfugiés à Londres, les combattants du 12 mai 1839, on se tenait en relations étroites avec les révolutionnaires français. Il en était de même avec les Polonais ayant les tendances les plus radicales. L'émigration polonaise officielle, comme aussi

Mazzini, était naturellement plutôt hostile que favorable à la Ligue. Les chartistes anglais, étant donné le caractère spécifiquement anglais de leur mouvement, furent laissés de côté comme non-révolutionnaires. Les dirigeants de la Ligue, à Londres, n'entrèrent en relation avec eux que plus tard et par mon intermédiaire.

Par ailleurs, le caractère de la Ligue s'était également modifié avec les événements mêmes. Bien que l'on considérât toujours — et avec entière raison à cette époque — Paris comme la ville qui devait enfanter la Révolution, on était cependant séparé des conspirateurs parisiens. L'extension de la Ligue éleva sa propre conscience d'elle-même. On sentit que les racines s'enfonçaient de plus en plus solidement dans la classe ouvrière allemande et que les ouvriers allemands étaient appelés par l'histoire à marcher à la tête des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. On avait, en Weitling, un théoricien communiste que l'on pouvait hardiment placer à côté de ses concurrents français. Enfin, l'expérience du 13 mai avait appris qu'il n'y avait plus rien à attendre des tentatives putschistes. Si l'on continuait encore à voir dans tout événement un signe précurseur de la tempête, si l'on maintenait en pleine vigueur les anciens statuts à demi conspirateurs, la faute en était à la vieille opiniâtreté révolutionnaire, qui commençait déjà à entrer en conflit avec les opinions plus justes qui se faisaient jour.

Par contre, la doctrine sociale de la Ligue, quelque indéfinie qu'elle fût, n'en renfermait pas moins une grosse erreur provenant des circonstances mêmes. Ses membres, *dans la mesure où il s'agissait de travailleurs* étaient, pour la plupart, presque tous, en fait, des artisans. L'homme qui les exploitait, même dans les grandes villes, était souvent un petit patron. La production de vêtements à une grande échelle, ce que l'on appelle maintenant la confection, où le travail d'artisan tailleur a été transformé en une industrie à domicile pour le compte d'un grand capitaliste, n'existait encore alors qu'en germe, même à Londres. D'une part, l'exploiteur de ces ouvriers était un petit patron ; d'un autre côté, tous les ouvriers espéraient en fin de compte devenir eux-mêmes de petits patrons. Par ailleurs, l'ouvrier allemand de cette époque ne pouvait se débarrasser d'une masse d'idées se rattachant au régime des vieilles corporations. Ces travailleurs n'étaient pas encore des prolétaires au sens plein du mot ; ils ne constituaient encore qu'un prolongement de la petite bourgeoisie en passe de devenir le prolétariat moderne et ne se trouvaient pas en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le grand capital. Aussi est-il tout à fait à l'honneur de ces artisans d'avoir su anticiper instinctivement sur leur future évolution et constituer, avec une conscience encore imparfaite, il est vrai, le Parti du Proletariat. Mais il était aussi inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans ne leur tendent à chaque instant un piège dès qu'il s'agissait de critiquer dans le détail la société existante, c'est-à-dire d'étudier les faits économiques. Je ne crois pas qu'à cette époque il y ait eu, dans toute la Ligue, un seul homme ayant

jamais lu un livre d'économie politique. Cela importait peu d'ailleurs : l'« égalité », la « fraternité » et la « justice » aidaient en attendant, à franchir tout obstacle théorique.

Entre temps s'était élaborée, à côté du communisme professé par la Ligue et par Weitling, une seconde doctrine communiste essentiellement différente. Etant à Manchester, je m'étais brutalement aperçu que les faits économiques auxquels l'histoire, jusqu'alors n'attribuait qu'un rôle nul ou inférieur, constituaient, au moins dans le monde moderne, une force historique décisive, qu'ils formaient le fondement de la naissance des antagonismes actuels des classes. Je compris que ces antagonismes, dans les pays où la grande industrie les a portés à leur plein développement, notamment en Angleterre, sont les bases sur lesquelles se fondent les partis, sont les sources des luttes politiques, sont les raisons de toute l'histoire politique. Marx non seulement était arrivé à la même opinion, mais il avait même dans les *Annales franco-allemandes* (1844), généralisé et développé ce point de vue qu'en général ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société civile, mais la société civile qui conditionne et règle l'Etat ; qu'il fallait donc expliquer la politique et l'histoire par les rapports économiques et non procéder à l'inverse. Quand, dans l'été de 1844, je rendis visite à Marx à Paris, nous étions en complet accord sur tous les points théoriques et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles, au printemps de 1845, Marx, en partant des principes précédents, avait déjà complètement élaboré sa théorie matérialiste de l'histoire dans ses traits principaux. Nous nous mîmes alors à pousser jusque dans le détail et dans les directions les plus différentes le mode de conception que nous venions de découvrir.

Cette découverte, qui bouleversait la science historique, est, comme on le voit, essentiellement l'œuvre de Marx et on ne peut m'en attribuer qu'une très faible part. Elle fut d'une importance immédiate pour le mouvement ouvrier de l'époque. Le communisme chez les Français et les Allemands, le chartisme chez les Anglais, ne paraissaient plus être quelque chose de fortuit qui aurait fort bien pu ne pas exister. Ces mouvements se présentaient maintenant comme un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, du prolétariat ; c'étaient désormais des formes plus ou moins développées, de la lutte historiquement nécessaire contre la classe dominante, la bourgeoisie. C'étaient des formes de la lutte des classes, mais qui se distinguaient de toutes les luttes précédentes par ceci : la classe actuellement opprimée, le prolétariat, ne peut effectuer son émancipation sans délivrer en même temps toute la société de sa division en classes, sans l'émanciper par là même des luttes de classes. Le communisme ne consistait plus dans la création imaginaire d'un idéal de société aussi parfait que possible ; il se résolvait en une vue nette de la nature, des conditions et des buts généraux conséquents de la lutte dirigée par le prolétariat.

Nous n'avons nullement l'intention de communiquer les nou-

veaux résultats scientifiques exclusivement au monde « savant » par l'intermédiaire de gros volumes. Au contraire. Nous nous étions tous deux déjà profondément engagés dans le mouvement politique ; nous avions une certaine attache avec le monde savant, notamment en Allemagne occidentale et nous entretenions de nombreuses relations avec le prolétariat organisé. Notre devoir était de fonder scientifiquement notre conception. Mais il était tout aussi important pour nous d'amener à notre conviction le prolétariat européen et particulièrement celui d'Allemagne. Dès que tout fut bien clair en nous-mêmes, nous nous mîmes au travail. Nous fondâmes, à Bruxelles, une société ouvrière allemande, et l'on s'empara de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* qui nous servit d'organe jusqu'à la révolution de Février. Nous étions en relation avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par l'entremise de Julian Harney, rédacteur de l'organe central du mouvement *The Northern Star*, où je collaborais. Nous compositions de même une sorte de cartel avec les démocrates de Bruxelles (Marx était vice-président de l'Association démocratique) et avec les social-démocrates français de la *Réforme* à laquelle je communiquais des nouvelles sur le mouvement anglais et allemand. Bref, les rapports que nous entretenions avec les organisations radicales et prolétariennes comblaient nos désirs.

Vis-à-vis de la Ligue des justes, nous nous trouvions placés de la façon suivante : l'existence de la Ligue nous était naturellement connue. En 1843, Schapper m'avait proposé d'y entrer, ce que j'avais naturellement refusé. Cependant nous ne nous contentions pas de nous tenir en correspondance constante avec les camarades de Londres ; mais nous étions liés plus étroitement encore avec le D^r Everbeck, le dirigeant actuel des communautés de Paris. Sans nous préoccuper des affaires intérieures de la Ligue, rien de ce qui s'y passait d'important ne nous restait cependant inconnu. D'autre part, nous agissions par la parole, par lettre et par la presse sur les conceptions théoriques des membres les plus importants de l'association. Nous nous servions aussi de différentes circulaires lithographiées que nous envoyions par le monde à nos amis et à nos correspondants dans certaines occasions, lorsqu'il s'agissait des affaires intérieures du Parti communiste qui se constituait. La Ligue elle-même entraît parfois en jeu. Ainsi un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, qui partait pour l'Amérique et s'était présenté comme émissaire de la Ligue, s'associa avec ce fou de Harro Haring, pour, grâce à la Ligue, faire sortir de ses gonds l'Amérique du Sud ; il avait fondé un journal où il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme fondé sur l'« amour », gonflé d'amour, débordant d'amour. Nous lançâmes une circulaire dirigée contre lui : elle ne manqua pas son effet. Kriege disparut de la scène.

Plus tard Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf compagnon tailleur qui, étonné lui-même de son propre talent, cherchait à s'expliquer ce que pourrait bien être une société communiste. C'était le grand homme que les envieux pour-

suivent parce qu'il leur est supérieur, découvrant partout des rivaux, des ennemis parmi ses intimes, des embûches. C'était le prophète haï de pays en pays, qui portait en poche une recette toute prête permettant de réaliser le ciel sur la terre et qui se figurait que chacun s'employait à la lui voler. Déjà, à Londres, il s'était brouillé avec les gens de la Ligue. A Bruxelles, où surtout Marx et sa femme s'étaient montrés pleins de prévenances pour lui et avaient fait preuve à son égard d'une patience surhumaine, il n'avait pu s'entendre avec personne. Aussi se rendit-il, bientôt après, en Amérique pour s'essayer dans le métier de prophète.

Toutes ces circonstances contribuèrent à la transformation silencieuse qui s'accomplissait au sein de la Ligue et particulièrement chez les principaux dirigeants de Londres. L'insuffisance des conceptions antérieures du communisme, tant du communisme simpliste des Français fondé sur l'égalité, que du communisme à la manière de Weitling, éclatait de plus en plus.

Weitling avait ramené son communisme au christianisme primitif ; mais quelques géniaux que fussent certains détails que l'on rencontre dans son *Évangile du pauvre pêcheur*, cette méthode avait abouti, en Suisse, à livrer, en grande partie, le mouvement à des idiots comme Albrecht, puis à de faux prophètes exploités, comme Kuhlmann. Le « vrai socialisme », que débitaient quelques gens de lettres, transcription en un allemand hégélien gâteux et en rêveries sentimentales des tendances du socialisme français (voir dans le *Manifeste communiste* le chapitre sur le socialisme allemand ou socialisme « vrai »), avait introduit des dissentiments dans la Ligue et avait incité ses membres à lire les écrits en question. Ce « vrai socialisme » devait déjà rebuter les vieux révolutionnaires de la Ligue par sa fadeur et sa faiblesse. Le manque de solidité des conceptions antérieures, les aberrations pratiques qui en découlaient, prouvaient de plus en plus aux camarades de Londres que Marx et moi avions raison avec notre nouvelle théorie. Il est incontestable que cette opinion s'implanta rapidement grâce à la présence, parmi les dirigeants de la Ligue, à Londres, de deux hommes beaucoup plus ouverts que leurs camarades à la connaissance théorique : le peintre en miniature Karl Pfänder, de Heilbronn, et le tailleur Georg Eccarius, de Thuringe¹.

Bref, au printemps de 1847, Moll vint à Bruxelles trouver Marx, puis, peu de temps après, me rendit visite à Paris pour nous presser, au nom de ses camarades, d'entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous dit-il, autant convaincus de l'exactitude absolue de notre conception que de la nécessité de libérer la Ligue des anciennes traditions et des anciennes formes de conspiration. Si nous con-

1. Pfänder est mort à Londres, il y a à peu près dix ans. C'était un esprit particulièrement fin, spirituel, ironique, dialectique. On sait qu'Eccarius fut plus tard, pendant de longues années, secrétaire général de l'Association internationale des travailleurs, dans les conseils généraux de laquelle siégeaient, entre autres, Eccarius, Pfänder, Lessner, Lochner, Marx et moi, anciens membres de la Ligue. Eccarius s'est plus tard consacré exclusivement au mouvement corporatif anglais (*Note d'ENGELS*).

sentions à adhérer, on nous donnerait l'occasion de développer dans un manifeste notre communisme critique au sein d'un congrès général de la Ligue. Ce manifeste serait ensuite publié comme Manifeste de la Ligue. Nous pourrions ainsi faire que l'organisation périmée de la Ligue soit remplacée par une nouvelle organisation conforme aux temps nouveaux et aux nouveaux buts.

Il n'y avait pas le moindre doute qu'une organisation ne fût nécessaire déjà en vue de la propagande au sein de la classe ouvrière allemande. Il était également indubitable qu'une semblable organisation, dans la mesure où elle n'avait pas un caractère exclusivement local, ne pouvait être, même hors de l'Allemagne, que secrète. Or, la Ligue possédait précisément déjà une semblable organisation. Les représentants de la Ligue eux-mêmes reconnaissaient maintenant les erreurs que nous avions signalées et critiquées. On nous invitait à travailler nous-mêmes à sa réorganisation. Pouvions-nous refuser? Certainement non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. Marx fonda à Bruxelles une communauté composée de nos amis les plus proches, tandis que je me mis en devoir de visiter les communautés de Paris.

Dans l'été de 1847, le premier congrès général de la Ligue se tint à Londres. W. Wolff y représentait les communautés de Bruxelles, et moi-même celles de Paris. On y réalisa d'abord la réorganisation de la Ligue. On supprima les anciens noms mystiques qui étaient de l'époque des conspirations. La Ligue s'organisa en communautés, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès. Elle s'appela la Ligue des communistes.

Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise fondée sur des antagonismes de classes et l'établissement d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée.

Tel est le premier article. L'organisation même était entièrement démocratique, avec des membres responsables élus et toujours révocables. Par cela seul, déjà, on mit un terme à toutes velléités de conspiration qui exigeaient une dictature et la Ligue fut transformée — au moins pour les périodes habituelles de calme — en une pure société de propagande. On procédait maintenant démocratiquement : la discussion des nouveaux statuts fut proposée aux communautés. Le deuxième congrès en délibéra de nouveau et les adopta définitivement, le 8 décembre 1847. Wermuth et Stieber les ont reproduits, I, p. 239, annexe VIII.

Ce second congrès se tint à la fin de novembre et au commencement de décembre de la même année. Marx y assistait également et y défendit, au cours de débats prolongés, — le congrès dura au moins dix jours — la nouvelle théorie. Toutes les objections et tous les doutes furent liquidés, les nouveaux principes furent unanimement adoptés, et nous fûmes chargés, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes immédiatement. Peu de semaines avant la révolution de Février, on l'envoya à l'impression à Londres. Depuis il a fait le tour du monde. On l'a traduit dans

presque toutes les langues et il sert, aujourd'hui encore, dans les pays les plus différents, de fil conducteur au mouvement prolétarien. A l'ancienne devise de la Ligue : « Tous les hommes sont frères », on a substitué le nouveau cri de guerre, qui proclame ouvertement le caractère international de la lutte : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Dix-sept ans plus tard, ce cri de bataille, devenu celui de l'Association internationale des travailleurs, retentit par le monde et le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit aujourd'hui sur son drapeau.

La révolution de Février éclata. Le Comité central qui, jusqu'alors, siégeait à Londres, transféra aussitôt ses pouvoirs au cercle directeur de Bruxelles. Mais cette décision fut prise à un moment où régnait déjà dans cette ville un état de siège effectif. Les Allemands, en particulier, étaient dans l'impossibilité de se réunir. Nous étions tous sur le point de partir pour Paris et le nouveau Comité central résolut de se dissoudre aussitôt, de transférer à Marx tous ses pouvoirs et de l'autoriser pleinement à constituer immédiatement, à Paris, un nouveau Comité central. A peine les cinq personnes qui avaient pris cette décision (3 mars 1848) se furent-elles séparées que la police fit irruption dans le logement de Marx, l'emprisonna et le força à partir, le jour suivant, pour la France où il avait précisément l'intention de se rendre.

A Paris, on ne tarda pas à se trouver réunis. C'est là que le nouveau Comité central élaborait le document suivant que ses membres signèrent. On le répandit dans toute l'Allemagne, et sa lecture peut, encore aujourd'hui, être profitable à plus d'un.

Revendications du Parti communiste en Allemagne.

1° L'Allemagne tout entière est déclarée en Etat de République, une et indivisible ;

3° Les représentants du peuple seront rétribués, afin que les ouvriers puissent également siéger dans le Parlement du peuple allemand ;

4° Armement général du peuple ;

7° Les domaines princiers, féodaux et autres, toutes les mines, carrières, etc., deviennent propriété de l'Etat ; sur ces domaines, l'agriculture est exploitée en grand, au profit de la communauté, à l'aide des procédés scientifiques les plus modernes ;

8° Les hypothèques grevant les biens des paysans sont déclarées propriété de l'Etat : les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'Etat ;

9° Dans les régions où le régime du bail à ferme est en vigueur, la rente foncière ou le fermage sera payé à l'Etat sous forme d'impôt .

11° Tous les moyens de transports : chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes et postes reviennent à l'Etat. Ils deviennent propriété d'Etat et sont mis à la disposition de la classe dépourvue de moyens ;

14° Limitation du droit d'héritage ;

15° Etablissement d'impôts fortement progressifs et suppression des impôts sur la consommation ;

16° Fondation d'ateliers nationaux. L'Etat assure l'existence à tous les travailleurs et prend à sa charge ceux qui sont frappés d'incapacité de travail ;

17° Instruction générale et gratuite du peuple.

Il est de l'intérêt du prolétariat allemand, de la petite bourgeoisie et des petits paysans de travailler avec toute l'énergie possible à faire prévaloir

ces mesures. Seule leur réalisation peut permettre aux millions de citoyens qui, jusqu'à présent, se sont, en Allemagne, laissé opprimer par un petit nombre et que l'on cherche à maintenir sous l'oppression, d'obtenir tous leurs droits et de conquérir le pouvoir qui leur revient comme aux créateurs de toute richesse.

Le Comité :

KARL MARX, KARL SCHAPPER, H. BAUER,
F. ENGELS, J. MOLL, W. WOLFF.

A Paris régnait, à cette époque, la manie des légions révolutionnaires. Espagnols, Italiens, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands, s'assemblaient pour délivrer leurs patries respectives. La légion allemande était dirigée par Herwegh, Bornstedt, Boernstein. Comme, immédiatement après la révolution, les travailleurs étrangers non seulement se trouvaient sans occupation, mais se voyaient encore en butte aux vexations du public, ces légions étaient très en faveur. Le nouveau gouvernement voyait en elles le moyen de se débarrasser des ouvriers étrangers. Il leur accorda l'étape du soldat, c'est-à-dire le logement et une indemnité de route de 50 centimes par jour jusqu'à la frontière. Arrivé à ce point, le ministre des Affaires étrangères, qui ne cessait d'être ému jusqu'aux larmes, le beau parleur Lamartine, s'entendait à les livrer traîtreusement à leurs gouvernements respectifs.

Nous nous élevâmes de la façon la plus véhémement contre ces tentatives de jouer à la révolution. Dans l'état de fermentation où se trouvait alors l'Allemagne, porter dans notre pays une invasion destinée à y importer brutalement la révolution, c'était tendre un piège à la révolution en Allemagne, consolider les gouvernements et, — Lamartine en répondait, — livrer sans défense les légionnaires aux troupes allemandes. Quand à Vienne et à Berlin la révolution fut triomphante, la légion devint alors parfaitement inutile. Mais on avait commencé et l'on continua ce jeu.

Nous avons fondé un club communiste allemand où nous conseillions aux travailleurs de rester à l'écart de la légion ; mais nous les engageons, par contre, à rentrer isolément dans leur patrie et, une fois là, à agir en faveur du gouvernement. Notre vieil ami Flocon, qui faisait partie du gouvernement provisoire, obtint pour les travailleurs que nous envoyions ainsi les avantages que l'on accordait aux légionnaires. Nous pûmes faire rentrer en Allemagne trois à quatre cents ouvriers, parmi lesquels la grande majorité des membres de la Ligue.

Comme il était aisé de le prévoir, la Ligue s'avéra comme un trop faible levier en face du mouvement maintenant déchaîné des masses populaires. Les trois quarts de ses membres qui vivaient auparavant à l'étranger avaient, par leur retour dans leur patrie, changé de résidence ; les communautés auxquelles ils appartenaient jusqu'alors étaient, par conséquent, dissoutes pour la plupart. Toute liaison avec la Ligue devint impossible pour elles. Une partie des plus ambitieux ne chercha même plus à la rétablir, chacun s'employa à faire naître à son profit un petit mouvement séparé dans sa localité. Enfin, dans chaque petit Etat,

dans chaque province, dans chaque ville les circonstances étaient si différentes que la Ligue eût été incapable de donner autre chose que des directives tout à fait générales. Mais, en ce cas, il eût mieux valu les répandre par la presse. Bref, au moment où disparurent les raisons qui avaient nécessité la Ligue secrète, cette Ligue secrète cessa, comme telle, de signifier quelque chose. C'était peu surprenant pour des gens qui venaient de chasser de cette Ligue la dernière ombre d'un caractère de conspiration.

Il n'en est pas moins prouvé maintenant que la Ligue a été une excellente école de l'activité révolutionnaire. Dans les pays rhénans, où la *Neue rheinische Zeitung* constituait un centre solide, dans le Nassau, dans la Hesse rhénane, partout les membres de la Ligue se trouvaient à la tête du mouvement démocratique le plus avancé. Il en était de même à Hambourg. Dans l'Allemagne du Sud, la prédominance de la petite bourgeoisie démocratique était un obstacle. A Breslau, Wilhelm Wolff déploya son activité avec beaucoup de succès jusque dans l'été de 1848. Il obtint même un mandat silésien de représentant au Parlement de Francfort. Enfin, à Berlin, le typographe Stephan Born, qui déjà, à Bruxelles et à Paris, s'était montré très actif, fonda une Fraternité ouvrière qui connut une certaine extension et subsista jusqu'en 1850. Born, jeune homme plein de talent, mais qui était trop pressé de devenir une sommité politique « fraternisa » avec toutes sortes de gens pour arriver à rassembler le plus de monde possible. Ce n'était nullement l'homme qui pouvait mettre l'unité dans les tendances opposées, apporter la lumière dans le chaos. Dans les publications officielles de cette association, les idées professées dans le *Manifeste communiste* se rencontrent pêle-mêle avec les souvenirs se rattachant aux anciennes corporations, des débris de Proudhon et de Louis Blanc, avec le protectionnisme, etc. ; bref, on voulait être tout et de tout. On organisa surtout des grèves, des coopératives de production et de consommation : on oubliait qu'il s'agissait, avant tout, de conquérir par des victoires politiques le seul terrain sur lequel de semblables tentatives deviennent praticables à la longue. Quand les succès de la réaction firent sentir aux chefs de la Fraternité la nécessité d'intervenir directement dans la bataille révolutionnaire, ils furent naturellement abandonnés par la masse confuse qu'ils avaient groupée autour d'eux. Born participa à l'insurrection de Dresde de mai 1849 et eut la chance de s'en sortir. La Fraternité ouvrière s'était conduite, vis-à-vis du grand mouvement politique du prolétariat, en organisation purement particulariste ; elle n'existait, en grande partie, que sur le papier et jouait un rôle si effacé que la réaction ne trouva utile de la supprimer qu'en 1850, et ses débris qui subsistaient encore seulement plusieurs années plus tard. Born, qui s'appelait Buttermilch, ne devint pas une sommité politique ; ce fut un petit professeur suisse ne traduisant plus Marx dans sa langue corporative, mais bien le doux Renan, en un allemand douceâtre qui lui était propre.

Le 13 juin 1849, à Paris, la défaite des insurrections de mai à Berlin, celle de la révolution hongroise vaincue par les Russes, terminaient une grande période de la Révolution de 1848. Mais la victoire de la réaction n'était encore nullement définitive. Une nouvelle organisation des forces révolutionnaires dispersées était nécessaire : la réorganisation de la Ligue était indispensable. Les circonstances interdisaient de nouveau comme avant 1848, toute organisation publique du prolétariat. Il fallait, encore une fois, avoir recours à une organisation secrète.

Dans l'automne de 1849, la plupart des membres des anciens Comités centraux et des congrès se retrouvèrent à Londres. Il ne manquait que Schapper, en prison à Wiesbaden, mais qui ne tarda pas à arriver après son acquittement au printemps de 1850, et Moll qui, après avoir mené à bonne fin toute une série de missions et de voyages d'agitation des plus périlleux — dans les derniers temps il recrutait, dans les rangs de l'armée prussienne, dans la province rhénane, des canonniers montés pour l'artillerie du Palatinat — Moll, qui, entré dans la compagnie ouvrière de Besançon du corps de Willich, fut tué d'un coup de fusil à la tête au combat de la Murg, devant le pont de Rothenfels. Par contre, Willich fit son apparition. Willich était un de ces communistes sentimentaux, si nombreux depuis 1845, dans l'Allemagne occidentale. Aussi se trouvait-il, dès l'abord, en opposition instinctive, secrète, avec notre tendance critique. Mais il était encore plus que cela : c'était un véritable prophète convaincu de sa mission de sauveur prédestiné du prolétariat allemand, et, comme tel, il ne prétendait à rien moins qu'à la dictature politique comme à la dictature militaire. Ainsi le communisme de l'Eglise primitive, autrefois prêché par Weitling, vit s'élever à côté de lui une espèce d'Islam communiste. Cependant, la propagande en faveur de cette nouvelle religion se borna à la compagnie de réfugiés que Willich commandait.

La ligue fut donc réorganisée, on publia la circulaire de mars 1850, et Heinrich Bauer fut envoyé en Allemagne en qualité d'émissaire. L'adresse, rédigée par Marx et par moi, présente, encore aujourd'hui, son intérêt parce que la démocratie petite-bourgeoise est encore actuellement le parti qui, au prochain bouleversement, qui ne peut tarder (le terme des révolutions européennes 1815, 1830, 1848, 1852, 1870, compte, dans notre siècle, de quinze à dix-huit ans), devra, évidemment, en Allemagne, prendre les rênes du pouvoir pour préserver la société des ouvriers communistes. Bien des choses que nous y avons dites alors valent encore aujourd'hui. La mission de Heinrich Bauer fut couronnée d'un complet succès. Le petit cordonnier fidèle était un diplomate-né. Il fit rentrer dans l'organisation active les anciens groupes de la Ligue qui, ou bien s'étaient relâchés ou bien opéraient pour leur propre compte. Il ramena, notamment, les dirigeants actuels de la Fraternité ouvrière. Dans une mesure beaucoup plus large qu'avant 1848, la Ligue commença à jouer le rôle dominant dans

les groupes ouvriers, paysans, et dans les sociétés de gymnastique. L'adresse trimestrielle suivante, de juin 1850, adressée aux communes, pouvait ainsi constater que Schurz, de Bonn, un étudiant (plus tard ministre aux Etats-Unis), qui voyageait à travers l'Allemagne au profit de la démocratie petite-bourgeoise, « avait trouvé toutes les forces disponibles déjà entre les mains de la Ligue ». La Ligue était incontestablement la seule organisation révolutionnaire ayant une importance en Allemagne.

Les services que cette organisation pouvait rendre dépendaient essentiellement d'une circonstance : il fallait que la Révolution connaisse le rebondissement que nous prévoyions. Or, au cours de l'année 1850, cet espoir devint de plus en plus invraisemblable, voire même impossible. La crise industrielle de 1847, qui avait préparé la Révolution de 1848, était surmontée. Une nouvelle période, d'une prospérité industrielle jusqu'alors inconnue, s'était ouverte. Quiconque avait des yeux pour voir et s'en servait s'apercevait clairement que l'ouragan révolutionnaire de 1848 s'apaisait peu à peu.

Dans une telle prospérité générale, où les forces productives de la société bourgeoise se développent autant que les conditions de cette société le permettent, *il ne peut être nullement question de véritable révolution*. Une telle révolution n'est possible qu'aux périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de la production bourgeoise entrent en conflit. Les multiples querelles auxquelles participent et dans lesquelles se compromettent réciproquement les fractions isolées du « parti de l'ordre » sur le continent, bien loin de fournir l'occasion de nouvelles révolutions, ne sont, au contraire, possibles que parce que la base des rapports est momentanément si sûre, et, ce que la réaction ignore, si *bourgeoise*. Les tentatives de réaction destinées à arrêter le développement bourgeois *échoueront aussi bien* que l'enthousiasme moral et les proclamations enflammées des démocrates.

C'est que Marx et moi, nous écrivions dans la *Revue* de mai à octobre 1850, dans la *Neue rheinische Zeitung*, revue politique économique. (Cahiers V et VI, Hambourg, 1850, p. 153).

Cette froide appréciation de la situation semblait, à beaucoup de gens, une hérésie à une époque où Ledru-Rollin, Louis Blanc, Mazzini, Kossuth, ainsi que les faibles lumières de l'Allemagne, Ruge, Kindel, Gögg, etc., se constituaient en une foule de gouvernements provisoires, non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour toute l'Europe, et où il ne s'agissait plus pour eux que de prendre en Amérique l'argent nécessaire sous la forme d'un emprunt de révolution pour accomplir en un clin d'œil la révolution et fonder les différentes républiques qui s'imposaient. Personne ne saurait s'étonner qu'un homme comme Willich ait donné tête baissée dans le panneau ; Schapper se laissa séduire, poussé par ses anciennes impulsions révolutionnaires. La majorité des ouvriers de Londres, des réfugiés pour la plupart, les suivirent dans le camp des bourgeois-démocrates faiseurs de révolutions. Bref, l'abstention que nous défendions ne souriait pas à toutes ces personnes : elles voulaient entrer dans l'autre voie et

faire des révolutions. Nous nous y refusâmes de la façon la plus absolue. La scission suivit ; on peut lire le reste dans les *Révélations*. C'est alors que se produisit l'arrestation d'abord de Nothjung, puis de Haupt, à Hambourg, qui trahit en révélant les noms du Comité central de Cologne et devait, dans le procès, servir de témoin principal. Mais ses parents ne voulurent pas subir une semblable honte et l'expédièrent à Rio-de-Janeiro, où il s'établit plus tard comme commerçant. En reconnaissance de ses services, il fut nommé d'abord consul général de Prusse, puis consul général d'Allemagne. Il est, de nouveau, en Europe¹.

Pour faciliter l'intelligence de ce qui va suivre, je vais donner la listes des accusés de Cologne : 1. P.-G. Rôser, ouvrier cigariier ; 2. Heinrich Burgers, mort plus tard député progressiste au Landtag ; 3. Peter Nothjung, tailleur, mort il y a quelques années, photographe à Breslau ; 4. W.-J. Reiff ; 5. D^r Hermann Becker, aujourd'hui premier bourgmestre de Cologne et membre de la Chambre des seigneurs ; 6. D^r Roland Daniels, médecin, mort peu d'années après le procès d'une phtisie contractée pendant son emprisonnement. 7. Karl Otto, chimiste ; 8. D^r Abraham Jacoby, actuellement médecin à New-York ; 9. D^r J.-J. Klein, aujourd'hui médecin et conseiller municipal à Cologne ; 10. Ferdinand Freiligrath, déjà à Londres à ce moment ; 11. J.-I. Ehrhardt, commis ; 12, Friedrich Lessner, tailleur actuellement à Londres. Après les débats publics devant le jury, qui durèrent du 4 octobre au 12 novembre 1852, furent condamnés pour tentative de haute trahison : Rôser, Burgers et Nothjung, à six ans ; Reiff, Otto, Becker, à cinq ans ; Lessner, à trois ans de forteresse. Daniels, Klein, Jacoby et Ehrhardt furent acquittés.

Le procès de Cologne clôt la première période du mouvement communiste ouvrier allemand. Aussitôt après le jugement, la Ligue fut dissoute par nous. Quelques mois plus tard, le mouvement séparatiste de Willich-Schapper entra à son tour dans le repos éternel.

Entre cette époque et l'époque actuelle, il y a toute une génération. L'Allemagne était alors un pays d'artisans, d'industrie à domicile. Elle est devenue maintenant un pays de grande industrie, en état de perpétuelle transformation. Autrefois, il fallait chercher un par un les ouvriers qui avaient conscience de leur situation comme ouvriers et de leur opposition historique et économique au Capital, parce que cette opposition elle-même était en voie de naissance. Aujourd'hui, c'est tout le prolétariat alle-

1. Schapper mourut à la fin de la décade 1860-1870, à Londres. Willich servit avec distinction dans la guerre civile américaine. A la bataille de Murfreesboro (Tennessee) il reçut, étant général de brigade, un coup de feu dans la poitrine ; il en guérit et mourut, il y a à peu près sept ans, en Amérique. Au sujet des autres personnes que j'ai déjà citées, je remarquerai seulement que Heinrich Bauer a disparu en Australie et que Weitling et Everbeck sont morts en Amérique. (Note d'ENGELS).

mand qu'il faut placer sous des lois d'exception pour arriver à ralentir un peu le procès de son développement, pour l'empêcher d'atteindre à la pleine conscience de sa situation de classe opprimée. Autrefois, les quelques personnes qui étaient parvenues à la connaissance du rôle historique du prolétariat étaient obligées de s'assembler en secret, de se réunir en cachette, en petites communautés de trois à vingt membres. Aujourd'hui, le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle, ni publique, ni secrète; la simple réunion, toute naturelle, de camarades de classe ayant les mêmes idées, suffit, sans statuts, comités, décisions, et sans autres formes palpables, à ébranler l'Empire allemand tout entier. Bismarck est l'arbitre en Europe, là-bas de l'autre côté de la frontière. Mais à l'intérieur, croît puissamment, chaque jour plus menaçante, la stature d'athlète du prolétariat allemand que Marx prévoyait dès 1844, ce géant pour lequel le petit édifice du Reich, bâti à la mesure du philistin, est déjà trop étroit; sa stature puissante et ses larges épaules se développent à un tel point que le moment approche où, en se levant simplement de son siège, il fera crouler en ruine tout l'édifice de la Constitution de l'Empire. Le mouvement international du prolétariat européen et américain est devenu si puissant que non seulement sa première forme restreinte — la ligue secrète — mais même sa seconde forme, infiniment plus vaste — l'association publique, l'Association internationale des travailleurs — est devenue une entrave. Le simple sentiment de solidarité, fondé sur la conscience de la similitude de la situation de classe a suffi à créer et à maintenir, parmi les travailleurs de tous pays et de toutes langues, un seul et même grand parti, le Parti du Prolétariat. Les doctrines que la Ligue a représentées, de 1848 à 1852, et que l'on considérait comme des imaginations de forcenés, où les sages philistins voyaient l'enseignement ésotérique de quelques sectaires et qu'ils accueillaient en haussant les épaules, ces doctrines ont actuellement d'innombrables partisans dans tous les pays civilisés du monde, parmi les damnés travaillant dans les mines sibériennes, comme chez les mineurs de Californie, et le fondateur de cette doctrine, l'homme le plus haï, le plus calomnié de son époque, Karl Marx, était, quand il mourut, le conseiller toujours recherché et toujours empressé du prolétariat des deux mondes.

FRIEDRICH ENGELS.

INDEX HISTORIQUE

- ALLIANCE (SAINTE).** Nom donné au pacte qui unit en 1815 l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse. Ce fut en fait une coalition des têtes couronnées contre les peuples, contre la révolution. L'Angleterre refusa pourtant d'y adhérer.
- BABEUF** (François, dit Gracchus) (1760-1797). Révolutionnaire français, chef de la conspiration « pour l'Égalité » dont les membres s'appelaient les Egaux. Son but final était l'établissement du communisme. Dénoncé par un traître, il fut arrêté, jugé condamné à mort et guillotiné.
- BAKOUNINE** (Michel). Anarchiste petit-bourgeois russe (1814-1876). Ses théories fédéralistes, sa lutte contre le Conseil général de l'Internationale et contre Marx l'ont fait considérer avec raison comme le père de l'anarchisme.
- BARBÈS** (Armand). Révolutionnaire et conspirateur (1809-1870). Avec Blanqui il fonda et dirigea la Société des Saisons où il représentait l'élément démocratique et idéaliste. On l'a surnommé le *Bayard de la démocratie*.
- BAUER** (Heinrich). Révolutionnaire allemand. Ouvrier cordonnier, il prit part à l'insurrection du 12 mai 1839, puis vécut à Londres. Membre du Comité central de la Ligue des communistes, il était très apprécié de Marx et d'Engels pour ses qualités de « diplomate-né ». Emigra plus tard en Australie, où il disparut.
- BLANC** (Louis). Historien et homme politique (1811-1882). Sa fameuse brochure sur l'*Organisation du travail* est de 1839. C'était un simple réformiste social. Farouche adversaire de la Commune.
- CABET** (Etienne). Communiste français de la période utopique (1788-1856). Auteur d'un roman qui fut célèbre, le *Voyage en Icarie* (1840) et de plusieurs tentatives de colonisation communiste aux Etats-Unis.
- CHARTISME.** Le chartisme qui de 1838 à 1848 (avec des périodes d'accalmie), agita profondément la classe ouvrière anglaise, eut pour but immédiat l'établissement du suffrage universel, la réforme politique étant considérée comme la préface de la réforme sociale. La *Charte du peuple* était une pétition pour le suffrage universel. Lovett, radical owenite, était le chef des chartistes modérés : O'Brien et O'Connor, ayant pour organe le *Northern Star* (où écrivit Engels), dirigeaient les partisans de la « force physique ».
- COMMUNE.** La féodalité (v. ce mot) était un régime essentiellement rural. Le développement de la vie urbaine, et par conséquent des métiers, du commerce et des corporations de marchands et d'artisans provoqua, du XI^e au XII^e siècle le mouvement communal.
Au début, les gens de la ville (*bourgeois*) s'unissent par un serment mutuel pour résister aux exactions du seigneur ou pour obtenir l'émancipation (parfois à prix d'argent, parfois

par la révolte armée) ; cette union des bourgeois, c'est la *commune*. Le nom de commune s'étend ensuite à la ville elle-même qui a obtenu une indépendance plus ou moins complète.

COMMUNE DE PARIS. Première dictature du prolétariat. Mouvement insurrectionnel du prolétariat parisien, consécutif à la guerre franco-allemande (18 mars-28 mai 1871) : il fut noyé dans le sang par l'armée versaillaise.

COMMUNISME AGRAIRE PRIMITIF. Il est généralement admis que la commune paysanne avec possession collective du sol, a été la forme première de la société « depuis les Indes jusqu'à l'Irlande ».

COMPAGNON, v. Corporation.

CORPORATION ou *corps de métier*. Sous l'ancien régime, associations de patrons du même métier dans une même ville. Le *maître* (patron) était celui qui, ayant été tour à tour apprenti et compagnon, puis ayant confectionné un chef-d'œuvre et acquis, contre argent comptant, la maîtrise, exerçait le métier, en se conformant aux règles minutieuses édictées par la corporation. On appelait *jurande* un comité de maîtres (*jurés* ou *syndics*), élus par leurs collègues pour veiller aux intérêts corporatifs.

CRACOVIE (Insurrection de). Fomentée en février 1846 par les nobles polonais ruinés, elle eut pour but l'émancipation de la Pologne accompagnée d'une réforme agraire très hardie allant jusqu'au communisme. Les insurgés furent massacrés par les paysans ruthènes excités contre eux par le gouvernement autrichien et qu'ils ne surent pas rallier à leur cause.

DARWIN (Charles). Naturaliste anglais (1809-1882). Son livre, *De l'origine des espèces* (1859) a donné à la grande hypothèse transformiste, introduite dans la science par Lamarck, un prodigieux essor. Darwin explique la formation des espèces (animales et végétales) ainsi que leurs variations, par la « lutte pour la vie ». Dans cette lutte — par une sorte de « sélection naturelle » — triomphent et, par conséquent, survivent les sujets les plus aptes. Les caractères par où s'est affirmée la supériorité de ceux-ci sont fixés dans l'espèce par l'hérédité.

ENGELS (Friedrich). Un des fondateurs du socialisme scientifique. Né à Barmen (1820), mort à Londres (1895). L'ami, le confident, le collaborateur dévoué de Marx avec lequel il écrivit notamment le *Manifeste du Parti communiste*. Principaux ouvrages : *la Situation des classes laborieuses en Angleterre* (1845), *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, *M. Eugène Dühring bouleverse la science* ou *Anti-Dühring* (1878), *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), *Ludwig Feuerbach* (1888) etc. ; Engels écrivit en outre d'innombrables articles dans la presse socialiste allemande et internationale et, après la mort de Marx, en publia les œuvres inédites. Il siégea au Conseil général de la Première Internationale. Avec Marx il dirigea le mouvement socialiste international.

ESCLAVE, v. Plèbe.

FÉODALITÉ de (*feodum*, fief). Régime social et politique qui s'implanta dans une partie de l'Europe, la France y comprise à partir du ix^e siècle, et qui y domina jusqu'à la fin du moyen âge. Les *seigneurs* étaient des détenteurs de *fiefs*, c'est-à-dire de terres conférant la noblesse à qui en avait la possession : ils étaient *suzerains* ou *vassaux* et, souvent même, les deux à la fois. Le vassal devait à son suzerain outre l'hommage et la fidélité, certains services temporels (militaires, judiciaires, pécuniaires) ; en revanche, le suzerain devait protection à son vassal.

FEUERBACH (Ludwig). Philosophe allemand, auteur d'un livre jadis célèbre, *l'Essence du christianisme* (1804-1872). Parti de Hegel il brise, comme toute la gauche hégélienne, avec le hégélianisme traditionnel, qui était idéaliste, et il aboutit par les voies de la philosophie, au matérialisme et à l'athéisme. A la théologie, il substitue l'anthropologie, — l'Homme plus ou moins divinisé, à Dieu. Contre le matérialisme abstrait, idéologique et formel de Feuerbach, Marx allait dresser victorieusement son matérialisme concret, critique et vivant, — le matérialisme *dialectique*.

FÉVRIER 1848 (Révolution de). Eclata dans la journée du 24. Aboutit à : 1^o l'abdication du roi Louis-Philippe ; 2^o l'avènement de la République, avec un gouvernement provisoire composé de Lamartine, Arago, Dupont de l'Eure, Marie, Garnier-Pagès, Crémieux, Marrast, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Flocon, l'ouvrier Albert ; 3^o la proclamation du suffrage universel et du droit au travail.

La lutte s'engagea très vite entre la bourgeoisie et le prolétariat. Elle se termina par les sanglantes journées de juin 1848 (24-26 juin) et par l'écrasement du prolétariat. Ainsi la bourgeoisie prépara la voie à l'Empire de Napoléon III (1852).

FOURIER (Charles). L'un des plus grands noms du socialisme utopique (1772-1837). Si son système d'harmonie sociale fourmille d'enfantillages, il y a des traits de génie dans sa critique de l'ordre capitaliste.

GATCHINA. Une des résidences de l'ancienne famille impériale de Russie, près de Pétrograd. Le tsar, dont il est question dans la préface, est Alexandre III, dont le père fut le 13 mars 1881, exécuté par les révolutionnaires.

GRUN (Karl). Socialiste allemand (1813-1887), auteur d'un livre sur le *Mouvement social en France et en Belgique* (1845).

GUIZOT (François). Historien et homme d'Etat (1787-1874). De 1840 à 1848, il dirigea la politique française. Conservateur invétéré.

HAXTHAUSEN. Historien allemand (1792-1866). Auteur d'études sur le régime agraire en Prusse (1839) et en Russie (1866).

HIGHGATE. Bourg de la banlieue de Londres, dans le cimetière duquel est le tombeau de Marx.

ICARIE. v. *Cabet*.

INTERNATIONALE (Association internationale des travailleurs). Première Internationale (1864-1873). Marx en rédigea les statuts, précédés d'un immortal préambule, ainsi que l'*Adresse inaugurale*.

JURANDE, v. *Corporation*.

KOLOKOL (*la Cloche*). Journal démocratique russe, publié à Londres de 1857 à 1869, par Alexandre Hertzen (1812-1870) et dont l'influence fut considérable en Russie.

LAFARGUE (Laura). Fille cadette de Karl Marx, elle est née à Bruxelles (1846) et morte à Draveil (26 novembre 1911). Ayant épousé Paul Lafargue, elle le suivit en France après l'amnistie de la Commune et traduisit en français quelques-unes des œuvres de son père et d'Engels.

LASSALLE (Ferdinand) (1852-1864). Un des chefs du mouvement ouvrier allemand, orateur et publiciste remarquable. Participa en 1848 à la révolution dans le pays rhénan et collabora à la *Neuer Rheinische Zeitung* rédigée par Marx. Procédant de la théorie erronée de la « loi d'airain des salaires » Lassalle méconnut la lutte économique et l'action syndicale et porta la plus grande attention à la conquête du suffrage universel appelé, pensait-il, à procurer aux ouvriers organisés en associations de producteurs le crédit de l'Etat et à faciliter ainsi la marche vers le socialisme. Négocia à ce sujet avec Bismarck, ce qui provoqua les protestations de Marx et d'Engels. Fonda en 1863 l'*Association générale des ouvriers allemands*, longtemps adversaire du *Parti ouvrier social-démocrate* fondé par A. Bebel et W. Liebknecht, avec lequel elle fusionna pourtant en 1875 pour former le *Parti ouvrier socialiste d'Allemagne* (devenu par la suite le *Parti social-démocrate d'Allemagne*).

LEDRU-ROLLIN. Homme politique français (1807-1874) l'un des chefs du parti radical petit-bourgeois et du mouvement pour le suffrage universel avant 1848. Il fut, en décembre 1848, le candidat des républicains avancés à la présidence de la République.

MAITRE, v. *Corporation*.

MARX (Karl). Né à Trèves (1818), mort à Londres (1883). Le fondateur, avec Engels du socialisme scientifique. Après de fortes études de philosophie, d'histoire et de droit, il aborde l'économie politique et se lance dans la bataille révolutionnaire, à la fois en théoricien et en homme d'action. Réfugié à Paris (1843), puis, après son expulsion de France à Bruxelles (1845), il publie en français, en réponse à Proudhon, la *Misère de la philosophie* (1847), rédige en collaboration avec Engels, le *Manifeste du Parti communiste*. La révolution de 1848 le ramène en Allemagne ; mais l'échec de la révolution, à laquelle il a pris part, l'oblige à reprendre le chemin de l'exil. Marx se fixe définitivement à Londres et là, tout en collaborant aux journaux américains (où paraissent les articles qui formeront plus tard les *Luttes de classes en France*, le *XVIII-Brumaire de Louis Bonaparte*, applications magistrales de la conception matérialiste de l'histoire), il poursuit ses recherches économiques. En 1859, paraît la *Critique de l'économie politique* et en 1867 le premier livre du *Capital* (dont les livres II et III ne verront le jour par les soins d'Engels, qu'après la mort de l'auteur).

Le nom de Marx est intimement attaché à la fondation et au développement de l'Association internationale des travailleurs, dont il écrivit les statuts et l'*Adresse inaugurale* ainsi

que les admirables manifestes relatifs à la guerre de 1870-71 et à la Commune de Paris (la *Guerre civile en France*). L'Internationale ayant disparu (1873), Marx, resté en contact avec les militants socialistes de tous les pays, encouragea la création des partis ouvriers nationaux, notamment en Allemagne (voir sa célèbre *Lettre sur le programme de Gotha*) et en France (il est l'auteur du court préambule qui précédait le programme du Parti ouvrier français).

- MAURER** (Georges-Louis). Homme politique et historien allemand (1790-1872) auteur de remarquables travaux sur l'organisation communale de l'Allemagne.
- METTERNICH** (Prince de). Diplomate et homme d'Etat autrichien (1773-1859). Il fut, de 1815 à 1848, le véritable souverain de l'Autriche et l'âme de la contre-révolution européenne.
- MOLL** (Joseph). Révolutionnaire allemand. Ouvrier horloger, membre de la Ligue des justes, il vécut à Paris jusqu'après l'insurrection du 12 mai 1839, puis à Londres. Il fut tué en combattant au cours de la révolution badoise (mai 1849).
- MOORE** (Samuel). Traducteur anglais du *Manifeste* (1888) et, avec Aveling, du *Capital*.
- MORGAN** (Lewis H.). Ethnographe américain de l'Etat de New-York (1818-1881). Les travaux de Morgan ont inspiré à Engels son livre bien connu sur l'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.
- OWEN** (Robert). Réformateur anglais à tendances communistes (1771-1858). Grand industriel, il fit de sa filature de New-Lanark (Ecosse) une usine modèle. Il évolua plus tard vers le communisme qu'il concevait sous sa forme humanitaire et utopique. En 1833, il organisa la grande *Trade-Union* nationale pour obtenir des industriels, au moyen d'une grève générale, la journée de huit heures. Ses disciples étaient dits *owenites*.
- PATRICIEN**, v. *Plèbe*.
- PLÈBE**. Masse non privilégiée de la population romaine. Les luttes des *plébéiens* pour arracher aux *patriciens* les droits civils et politiques ensanglantèrent l'histoire romaine pendant tout le 5^e siècle avant l'ère chrétienne (494-400).
- PROUDHON** (P.-J.). Socialiste petit-bourgeois français (1809-1865). Dans la *Misère de la philosophie*, Marx, soumit à une critique impitoyable toutes ses théories. Au fond, Proudhon fut un démocrate à tendances anarchistes.
- ROTURIER**. Etaient roturiers tous ceux qui n'étaient pas nobles.
- SAINT-SIMON** (Comte de). Né et mort à Paris (1760-1825). Cerveau génial, il fut occupé toute sa vie de projets de réorganisation économique et sociale, qu'il exposa dans de nombreux ouvrages. C'est seulement dans son dernier livre, *le Nouveau christianisme* (1825), qu'il arrive au socialisme, en se proposant pour but « d'améliorer le plus promptement et le plus complètement possible, l'existence morale et physique de la classe la plus nombreuse ».

- SAISONS** (*Société des*). Société révolutionnaire et républicaine à tendances nettement babouvistes, fondée par Barbès et Blanqui en 1837. Elle fomenta l'insurrection du 12 mai 1839 dans le quartier de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. Barbès et Blanqui furent condamnés et les Saisons disparurent.
- SCHAPPER** (Karl). Révolutionnaire allemand. D'abord étudiant, il se réfugia à Paris et se fit ouvrier. Il se fixa à Londres en 1839-40 milita activement parmi les Justes et devint marxiste. Homme d'action et de coup de main plus que penseur, il se sépara quelque temps de Marx en 1850 et mourut à Londres un peu avant 1870.
- SCHUSTE** (Théodore). Proscrit allemand, qui vécut à Paris sous Louis-Philippe. Il y fut un des fondateurs de la Ligue des Justes, où son influence fut quelque temps prépondérante. Auteur des *Pensées d'un républicain*.
- SEIGNEUR**, v. *Féodalité*.
- SERF**, v. *Féodalité*.
- SISMONDI** (Simonde de). Economiste et historien genevois (1773-1842).
- SOCIALISTE**. Nom que se donnaient les nombreuses sectes réformistes d'avant 1848. Aux socialistes s'opposaient les *communistes* qui étaient des révolutionnaires conséquents.
- TRADE-UNION**. Nom que les travailleurs anglais donnent à leurs syndicats. Longtemps conservatrices, tant qu'elles ne s'attachèrent qu'à organiser les ouvriers qualifiés (*skilled*) les trade-unions ont évolué à partir de 1889 (grande grève des docks de Londres) vers les idées du socialisme réformiste. La plupart d'entre elles participent aujourd'hui à l'action politique par l'intermédiaire du Parti travailliste ou *Labour Party*.
- VASSAL**, v. *Féodalité*.
- WEITLING** (Wilhelm). Ouvrier tailleur allemand (1808-1871). Son communisme égalitaire et évangélique contribua au sein de La Ligue des justes à faire l'éducation théorique des ouvriers allemands, mais ses conceptions et ses fautes sont devenues vite un obstacle au développement ultérieur de cette Ligue, ce qui amena la rupture entre lui et Marx et Engels.
- WOLFF** (Wilhelm). Révolutionnaire allemand (1809-1864). Il dénonça la misère des tisserands silésiens révoltés (1844) ; réfugié à Bruxelles il devint l'ami de Marx qui a dédié le *Capital* à sa mémoire.
- ZASSOULITCH** (Vera). Socialiste russe (1852-1920), blessa d'un coup de revolver le préfet de police Trepov (5 février 1878). Acquittée elle se réfugia en Suisse. Avec Plékhanov, Léo Deutsch et Axelrod, elle prit part à la formation du premier groupe marxiste, d'où sortit plus tard la social-démocratie russe.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Note de l'éditeur</i>	3
PRÉFACES	5
MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE.	
I. Bourgeois et prolétaires	11
II. Prolétaires et communistes	23
III. Littérature socialiste et communiste.	
1. Le socialisme réactionnaire.	
a) Le socialisme féodal	31
b) Le socialisme petit-bourgeois	32
c) Le socialisme allemand ou socialisme « vrai »	34
2. Le socialisme conservateur ou bourgeois	36
3. Le socialisme et le communisme critico-utopique	38
IV. Position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition	40
FRIEDRICH ENGELS : Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes	42
Index historique	58



